

le monde

# Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°597 JEUDI 12 DÉCEMBRE 1985 8,00 F

## PHILIPPINES, GRÈCE, AFRIQUE DU SUD...



# LA TERREUR DANS TOUS SES ÉTATS

## Editorial

**L**a terreur est à l'ordre du jour. Ici la bombe qui explose dans la foule anonyme d'un grand magasin à l'heure de pointe ; là, la répression aveugle de la foule innocente qui réclame ses droits ; ou bien là encore, on enferme les « opposants ».

De la débilite scandaleuse du groupuscule qui joue avec des pétards à l'organisation systématique d'une coercition arbitraire et intéressée, ce que retiennent les médias est le plus spectaculaire. Peu importe l'hémoglobine si elle coule loin d'ici ! Pourtant de graves événements se passent de par le monde, au Chili, en Pologne, en Iran, au Nicaragua, en Afghanistan, aux Philippines, en Afrique du Sud... partout la terreur.

Le monde est toujours partagé en deux grands pôles impérialistes et leurs zones d'influence. Les Etats « satellites » appliquent la politique qui

leur est demandée par leur Big Brother, mais l'on a vu ces derniers temps des cas de figure assez stupéfiants où les « satellites » sont non seulement dociles mais même particulièrement zélés, au point de mettre dans l'embarras ce cher Big Brother. C'est l'Afrique du Sud et maintenant les Philippines dont la soumission aux Etats-Unis a toujours été évidente de crapulerie ; mais voilà maintenant Marcos qui se fait reprocher d'y être aller un peu fort cette fois-ci ! Comme quoi il est de bon ton de terroriser, mais sans trop de gourmandise... droits de l'homme obligent ! Quant aux Etats rebelles, il leur faut rentrer dans le rang ! Viet-Nam, Nicaragua...

Mais que se passe-t-il pendant ce temps dans les « démocraties » ? En Grèce, on emprisonne les anarchistes, cela n'y est pas plus compliqué qu'ailleurs. Et en France, terre d'asile, avant-

garde des droits de l'homme ? Ces derniers jours nous ont rappelé que la scandaleuse justice de classes est aussi une justice de race. Ces derniers jours, on a pu voir également un brillant exercice de louvolement, comme savent les commettre les sociaux-démocrates, avec la réception de Jaruzelski.

Que ce sont-ils dit ? Le saura-t-on un jour ? En tout cas, l'agent de Moscou n'a pas caché qu'il était « très content » de cet entretien et s'est même permis un long couplet d'autosatisfaction sur le respect des droits de l'homme en Pologne. Deux jours plus tard une purge écartait soixante-dix responsables d'université en Pologne et ce pour des raisons ouvertement politiques. La terreur n'a pas peur du ridicule, éventuellement elle porte des lunettes noires. Les victimes ont toutes un point commun, elle demandent la paix et la liberté.

## communiqués débats

### • HAUTE-GARONNE

La liaison Nord Haute-Garonne « La colonne de fer » appelle tous les sympathisants et militants libertaires à prendre contact avec elle pour accroître l'audience du mouvement anarchiste entre Toulouse et Montauban. Ecrire aux relations intérieures qui transmettront.

### • NICE/COTE-D'AZUR

La liaison Nice/Cote-d'Azur rappelle qu'elle se tient à la disposition de tous pour renforcer l'audience libertaire sur la région. Pour lui écrire ou bien encore acheter le « Monde libertaire » : librairie Le Temps de vivre, 50, boulevard de la Madeleine, 06000 Nice-Magnan.

### • ARGENTEUIL

Le groupe Kropotkine tient permanence tous les 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> samedi du mois, de 15 h à 18 h 30, au local : 32, rue Ary-Sheffer, 95100 Argenteuil.

### • TARN

La liaison du Tarn reprend ses ventes du « Monde libertaire » tous les samedis, de 10 h à 12 h, au marché couvert d'Albi.

### • RAMBOUILLET

Le groupe Georges-Brassens vient de se constituer sur Rambouillet et sa région. Toutes les personnes intéressées sont invitées à prendre contact avec les relations intérieures qui transmettront.

### • NORD/PAS-DE-CALAIS

A l'initiative des groupes et liaisons de Lille, Douai, Dunkerque et Boulogne, des militants de la Fédération anarchiste se sont réunis en assemblée générale dimanche 7 novembre à Lille.

Outre l'analyse de la situation sociale, économique et politique, il a été décidé la création d'une union régionale de la F.A. Afin de promouvoir une alternative anticapitaliste et anti-autoritaire dans le Nord et le Pas-de-Calais. L'union régionale s'est fixée quatre objectifs : coordonner l'action des groupes et liaisons existants ; participer à l'élaboration d'un projet d'organisation libertaire de la société ; rassembler périodiquement les sympathisants à travers des réunions d'information et de réflexion ; favoriser l'implantation de la Fédération anarchiste et de son journal « Le Monde libertaire » là où ils n'existent pas. D'autre part, l'union régionale exprimera le point de vue et les propositions anarchistes à l'occasion des prochaines élections législatives par le biais d'une série de meetings dans le Nord/Pas-de-Calais.

Pour tout contact avec les groupes et liaisons de Lille, Douai, Dunkerque et Boulogne, écrire aux relations intérieures qui transmettront.

### • POITIERS

Le groupe Berkman rappelle qu'il anime tous les mercredis, de 13 h à 14 h, l'émission « Cactus » sur Forum-90. D'autre part, le groupe a annulé ses permanences à la Maison du Puits-de-la-Caille ; celle-ci auront, temporairement, lieu durant la tenue de la table de presse tous les dimanches, de 10 h à 12 h 30, au marché de la Z.U.P.

### • SAINT-MALO

Une liaison est en formation sur Saint-Malo. Les personnes habitant la région et qui désirent agir pour la propagation des idées libertaires sur Saint-Malo peuvent la contacter par l'intermédiaire des relations intérieures qui transmettront.

### • PARIS

Le groupe de Paris-15<sup>e</sup> organise une réunion-débat sur le thème « Les élections sont une farce ! » le jeudi 19 décembre, à 20 h, salle du patronage laïc, 72, avenue Félix-Faure, Paris 15<sup>e</sup>.

### • LILLE

Dimanche 15 décembre, de 11 h à 13 h, un instituteur travaillant en école ouverte animera une rencontre autour de « La limace bleue, une école de la vie » (livre paru récemment aux éditions La Découverte) à la librairie de l'Idée libre, 38, rue Jules-Guesdes, 59000 Lille (métro Wazemmes, tél. : 20.57.37.06). Un pot sera offert à cette occasion pour le premier anniversaire de l'Idée libre. Les lecteurs du « Monde libertaire » sont chaleureusement invités.

### • ANGERS

Le groupe Elisée-Reclus organise à Angers le jeudi 12 décembre, à 20 h 30, au Centre d'animation de la Doure (43, place Grégoire-Bordillon), une conférence-débat : « Cent cinquante ans d'anarchisme ».

### • ARGENTEUIL

Le groupe Kropotkine organise un colloque sur le thème « Lutttes en Amérique du sud » le samedi 14 décembre, à 15 h, au 32, rue Ary-Sheffer, 95100 Argenteuil.

### • MARSEILLE

Samedi 14 décembre, 5, rue des Convalescents, 13001 Marseille, Marc Prévot fera une conférence, à 17 h, sur « Les infiltrations cléricales dans le mouvement ouvrier ».

### • BOURGOIN-JALLIEU

Le collectif anarchiste et la liaison F.A. de Bourgoin-Jallieu organisent une conférence-débat avec Pierre Martial sur « Pacifisme et Pays de l'est » le vendredi 13 décembre, à 20 h 30, à la Maison de quartier de Champ-Flauri, à Bourgoin-Jallieu.

### • MOULINS

Le groupe de Moulin organise des meetings sur le thème « Le vote est une délégation de pouvoir ! Que vous reste-t-il ? », le vendredi 13 décembre, à 20 h 30, salle Justice et paix à Cusset et le vendredi 20 décembre, à 20 h 30, salle Robert-Lebourg, rue de la Presse, à Montluçon.

## éditions

### • BADGES

Le groupe Région toulonnaise diffuse des badges (5 F pièce, 4 F à partir de 10 ex.) représentant un « A cerclé », un drapeau noir, Makhno, un symbole anarcho-syndicaliste, et une broche (10 F pièce, 7 F à partir de 10 ex.) figurant deux mains brisant un fusil. Prévoit une majoration de 10% en sus pour les frais de port (chèques à l'ordre de Bruno Nappi). Commandes à adresser : C.E.C.L., Immeuble Lamer, rue Montébello, 83000 Toulon.

### • BADGES

Le groupe Sacco-Vanzetti vient d'éditer deux badges (diamètre 38 mm). L'un à propos de la religion (fond violet), et l'autre sur la course aux armements (fond jaune). Ces deux badges sont disponibles à la librairie du Monde libertaire au prix de 6 F. Pour diffusion, vous pouvez contacter le groupe (1 bis, avenue Emilie, 77500 Chelles).

## sommaire

PAGE 1 : Editorial — PAGE 2 : Informations des groupes — PAGE 3 : Philippines : Marcos l'assassin, Nicaragua : une révolution en danger, Amis lecteurs — PAGE 4 : En Bref, C.G.T. : union, action avec le P.C.F., C.F.D.T. : lutte libre ?, Egalité et confettis — PAGE 5 : Que faire des motions du Syndicat de la magistrature ?, Etranges historiens, Fonds honteux — PAGE 6 : Interview de J. Pitois, objeteur insoumis — PAGE 7 : Approche de la notion de tiers monde — PAGE 8 : La lutte kanak, Afrique du Sud : première confédération syndicale — PAGE 9 : La situation en Grèce, Nouvelles de Grande-Bretagne, Au Québec — PAGE 10 : Claude Sigala : l'histoire d'une interdiction, Note de lecture, Quelques repères, Cempuis/La Ruche/le Coral... — PAGE 11 : Note de lecture, Disque, Programme de R.-L., Spécial copinage, Théâtre — PAGE 12 : C.G.T.-Montreuil : terminus ?

### Permanence du secrétariat aux relations intérieures :

le samedi de 14 h 30 à 18 h,  
145, rue Amelot, 75011 Paris (M<sup>o</sup> République)  
Tél. : 805.34.08

## liste des permanences des groupes f.a.

### RÉGION PARISIENNE

#### PARIS

Groupe « Louis-Bertho-Lepetit », Paris 1<sup>er</sup> : permanence au Cercle Garcia-Lorca, 15, rue Gracieuse, 75005 Paris, chaque 1<sup>er</sup> lundi du mois. Groupe « Vairin », Paris 15<sup>e</sup> : permanences le vendredi, de 19 h à 20 h, au métro Saint-Michel, et le mercredi, de 17 h 30 à 18 h 30, au métro Convention.

Groupe « Louise-Michel », Paris 18<sup>e</sup> : permanence le samedi, de 16 h à 18 h, au 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris.

Groupe « Voline », Paris 20<sup>e</sup> : permanences les jeudis, de 18 h 30 à 19 h 30, au métro Belleville et/ou métro Pyrénées ; et au local du groupe, à partir de 21 h, au 26, rue Piat, Paris 20<sup>e</sup> (dans la cour, 2<sup>e</sup> porte à gauche).

#### BANLIEUE SEINE-ET-MARNE

Groupe « Sacco-et-Vanzetti » : permanences tous les dimanches de 10 h à 12 h, au 1 bis, rue Emilie, 77500 Chelles.

#### • HAUTS-DE-SEINE :

Groupe Fresnes-Antony : permanences le samedi, de 10 h à 12 h et le dimanche, de 10 h à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. 668.48.58.

#### • VAL-D'OISE :

Groupe « Kropotkine » d'Argenteuil : permanences les 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> samedis de chaque mois, de 15 h à 18 h, au local de l'A.P.K., 32, rue Ary-Sheffer (au fond du chemin, à droite), 95100 Argenteuil.

#### • VAL-DE-MARNE

Groupe Villejuif-Vitry : permanences tous les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> dimanches de chaque mois, de 15 h à 17 h, à la salle Gérard-Philipe, 2, rue Louise-Agliaé-Cretté, Vitry.

## liste des groupes f.a.

### PROVINCE

#### • GROUPES

Aisne : Anizy-le-Château — Allier : Moulin — Alpes-Maritimes : Nice — Ardèche : Aubenas — Bouches-du-Rhône : Marseille — Charente maritime : Marennes/Rochefort — Côte-d'Or : Dijon — Doubs : Besançon — Finistère : Brest — Gard : Groupe du Gard — Haute-Garonne : Toulouse — Gironde : Bordeaux (deux groupes) — Hérault : Béziers — Ille-et-Vilaine : Rennes — Indre-et-Loire : Tours — Jura : Dole — Loire : Saint-Etienne — Haute-Loire : Le Puy — Loire-Atlantique : Nantes — Lot-et-Garonne : Agen — Maine-et-Loire : Angers, Saumur — Manche : Cherbourg — Moselle : Metz — Nord : Lille — Oise : Beauvais — Orne : Flers/La Ferté-Macé — Pas-de-Calais : Boulogne — Pyrénées-Orientales : Perpignan — Puy-de-Dôme : Le Puy — Haute-Saône : Gray — Sarthe : Le Mans — Seine-Maritime : Dieppe, Le Havre, Rouen — Somme : Amiens — Var : Groupe Région-toulonnaise — Vienne : Poitiers — Yonne : Auxerre.

#### • LIAISONS

Alpes-Maritimes : Cannes-la-Bocca — Ardèche : Tournon — Ardenes : Charleville-Mézières — Aveyron : Sainte-Affrique, Millau — Bouches-du-Rhône : Aix-en-Provence — Charente : Angoulême — Charente-Maritime : Saintes — Cher : Vierzon — Corse : Ajaccio — Côtes-du-Nord : Saint-Brieux — Dordogne : Périgueux — Doubs : Haut-Doubs — Eure : Routot — Eure-et-Loire : Chartres — Finistère : Quimper — Hérault : Montpellier — Ille-et-Vilaine : Saint-Malo — Isère : Bourgoin-Jallieu — Jura : Roche-lez-Beaupré — Loir-et-Cher : Blois — Haute-Loire : Est Haute-Loire — Lot : liaison du Lot — Mayenne : Laval — Morbihan : liaison du Morbihan — Nord : Douai — Oise : Noyon — Pas-de-Calais : Dunkerque — Bas-Rhin : liaison du Bas-Rhin — Tarn : Albi — Var : Hyères, La Seyne-sur-Mer — Vendée : La Roche-sur-Yon — Vienne : Châtelleraut — Haute-Vienne : Nord Haute-Vienne — Vosges : liaison des Vosges.

### RÉGION PARISIENNE

#### • GROUPES

Paris : quatorze groupes répartis dans les arrondissements suivants : 1<sup>er</sup>, 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 16<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup>, 20<sup>e</sup>. Banlieue : Seine-et-Marne : Coulammiers, Chelles/Gagny/Neuilly-sur-Marne — Yvelines : Conflans-Sainte-Honorine, Rambouillet, Versailles — Essonne : Vallée de Chevreuse, Corbeil — Hauts-de-Seine : La Défense/Courbevoie/Nanterre/Puteaux, Villeneuve-la-Garenne/Saint-Ouen, Fresnes/Antony — Seine-Saint-Denis : Bobigny/Pantin/Aubervilliers, Drancy, Montreuil/Rosny-sous-Bois, Sevran/Bondy — Val-de-Marne : Villejuif/Vitry, Créteil — Val-d'Oise : Argenteuil/Colombes.

#### • LIAISONS

Banlieue : Yvelines : Mantes-la-Jolie — Seine-et-Marne : Melun. LIAISONS PROFESSIONNELLES O.R.T.F., R.A.T.P., S.N.C.F., Route, Travailleurs de l'éducation, Banques.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11<sup>e</sup>  
Directeur de publication : Maurice Joyeux  
Commission paritaire n°55 635  
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19<sup>e</sup>  
Dépôt légal 44 149 — 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 — Publi Routage  
Diffusion SAEM Transport Presse

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration

145, rue Amelot 75011 Paris, tél. 805.34.08.

TARIF	France	Sous pli, fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

### BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145 rue Amelot 75011 Paris (France)

Nom ..... Prénom .....

N° ..... Rue .....

Code postal ..... Ville .....

A partir du n° ..... (inclus) Pays .....

Abonnement  Réabonnement  Abonnement de soutien

Chèque postal  Chèque Lanquaire  Mandat lettre  Règlement

la joindre au bulletin) (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste

PHILIPPINES

# Marcos l'assassin

**L**A justice a rendu son verdict : le général Vers est acquitté. Il était, avec vingt-cinq co-détenus, accusé de la mort du leader de l'opposition Benigno Aquino, le jour de son retour d'exil.

Fin 1984, la commission chargée par le gouvernement d'enquêter sur ce meurtre, rendait son rapport. Celui-ci rejetait clairement la version officielle selon laquelle ce fut un tueur isolé qui tua Aquino à sa descente d'avion sur l'aéroport de Manille. La commission, ayant subi de nombreuses pressions, ne mis pas en cause directement le président Marcos, mais accusa le général Vers d'être le responsable de l'assassinat.

Retour à la case départ, le président au lieu d'apaiser le climat politique a choisi l'affrontement avec l'opposition. Il lui a fallu tenir compte de l'attitude des forces armées avant de faire pression sur les tribunaux. Il ne faut pas oublier que l'année dernière, soixante-huit des quatre-vingt-trois généraux avaient publié un manifeste dans lequel ils affirmaient, à propos du général accusé, « *Nous sommes moralement convaincus qu'il est innocent du crime qui lui est lâchement attribué* ».

Face à la décision scandaleuse des tribunaux, Mme Aquino a réaffirmé : « *Je crois sincèrement que Marcos a donné l'ordre* ». De plus, elle a

pris la décision de se présenter aux élections présidentielles anticipées du 7 février prochain. Cette femme, qui resta dans l'ombre de son mari jusqu'à sa mort, a peu de chance de l'emporter, l'opposition étant encore très divisée.

En exécutant le leader de l'opposition, en acquittant ses tueurs, il ne fait aucun doute que Marcos est décidé à se maintenir au pouvoir coûte que coûte. Tout ceci n'arrange pas les affaires de la Maison Blanche qui est déjà très inquiète de la tournure que prennent les événements. Ses projets sont en effet de démocratiser ce pays dans un avenir plus ou moins proche. Mais voilà que les Etats-Unis se heurtent à la volonté du clan qu'ils ont toujours soutenu. Pour débloquer la situation, la pièce centrale de l'échiquier est la hiérarchie militaire. L'armée s'est considérablement renforcée depuis la proclamation de la loi martiale, il y a treize ans. Elle possède un pouvoir redoutable, les événements de ces dernières semaines nous l'ont montré. Formée et financée par Washington, elle est le principal soutien de la famille Marcos.

Quant à la situation sociale, elle se détériore au fil des mois, l'opposition populaire se renforce. La branche armée du parti communiste philippin, la Nouvelle Armée du peuple, qui compterait près de 20 000 combattants étend ses zones d'action. Pour contre cette offensive, l'armée quadrille les campagnes avec toutes ses conséquences : tortures, massacres de paysans, pour enrayer la « contagion ».

Le clan Marcos est dans une situation difficile. En froid avec l'impérialisme américain qui désire son départ au plus vite, en butte avec une opposition populaire qui s'accroît, il ne lui reste que la force pour se maintenir à la tête du pays.

JEAN-CLAUDE  
(Gr. Kropotkine)



Le mégalomane Marcos s'est fait construire une statue !

NICARAGUA

# Une révolution en danger

**N**OUS avons vu dans de précédents numéros du *Monde libertaire* (1) que depuis 1979, date de la révolution sandiniste, une grande partie du peuple nicaraguayen a su mettre en place, à côté d'une démocratie parlementaire traditionnelle, des structures participatives tant sur le plan économique que sur le plan politique : coopératives agricoles, contrôle syndical dans les entreprises, comités de quartier, etc. Certes le Nicaragua ne vit pas le communisme libertaire ; mais le contre-pouvoir exercé par la base pouvait nous laisser espérer bien des choses.

Aujourd'hui, la situation que connaît ce pays est classée à toutes les révolutions. Le boycott économique et la pression militaire des Etats-Unis ont amené le régime en place à durcir sa politique. Le service militaire a été rendu obligatoire, le budget de la défense est un véritable gouffre et les comités de quartier perdent peu à peu du terrain face à l'administration et à l'appareil d'Etat (2). Enfin, à ces difficultés s'ajoutent des phénomènes de spéculation liés au maintien de l'économie privée. C'est ainsi que le niveau de vie des travailleurs reste très faible. Un débat houleux a d'ailleurs eu lieu dernièrement à l'Assemblée nationale sur le paiement éventuel du treizième mois pour tous les travailleurs, débat suivi d'une manifestation du Syndicat des charpentiers, maçons et professions annexes le 15 octobre à Managua (3).

Cette situation est exploitée par les partis de droite et d'extrême gauche qui profitent de l'occasion pour capitaliser le mécontentement qui se fait jour dans une partie de la population. Quant au F.S.L.N. et au gouvernement (4), ils se rassurent en constatant que la majorité du pays continue malgré tout à les soutenir. Pourtant, le mécontentement populaire existe bel et bien. L'état d'urgence, censé s'opposer aux menées

contre-révolutionnaires de l'Eglise catholique, de la C.I.A. et des *contras* (5), et qui interdit entre autres le droit de grève et de manifestation, est une première réponse du gouvernement à ce mécontentement. Le ministre de l'Intérieur, Tomas Borge, a beau déclarer qu'« *il n'utilisera jamais la force publique contre la population* » (6), nous sommes en droit de nous poser quelques questions.

Des solutions à court terme sont possibles, notamment pour lutter contre la spéculation et maîtriser l'ensemble du processus de production et de distribution des denrées alimentaires. Des magasins syndicaux construits et gérés par les travailleurs existent et ne demandent qu'à se développer. Quant à l'expropriation des latifundistes qui ont échappé à la révolution et à la réforme agraire, elle devient de plus en plus nécessaire.

Bref, si le Nicaragua n'est plus celui de Somoza, c'est aussi à nous de faire en sorte, aujourd'hui, qu'il ne le redevenir jamais. Et pour cela, le Nicaragua a besoin à la fois de notre solidarité, de notre analyse de la situation et de nos propositions. En effet, tant que l'Etat et le Capital, fussent-ils embryonnaires, ne seront pas détruits radicalement, un retour en force de la domination et de l'exploitation de l'homme par l'homme sera toujours à craindre.

ERIC DUSSART  
(Gr. de Lille)

(1) Voir les n° 594 et 595 du « *Monde libertaire* ».

(2) Il y a environ 15 000 comités de quartier (Comités de défense sandinistes) au Nicaragua.

(3) Syndicat influencé dans certaines villes par le P.S.N. (un des deux partis pro-soviétique présents au Nicaragua).

(4) Le F.S.L.N., parti de libération nationale, a été élu majoritairement à l'Assemblée nationale et à la présidence de la République.

(5) *Guérilleros* contre-révolutionnaires issus de l'ancienne garde somoziste, financés et entraînés par les Etats-Unis.

(6) Voir l'interview parue le 16 octobre 1985 dans le quotidien espagnol « *El País* ».

## Amis lecteurs

**L**E numéro du « *Monde libertaire* » que vous avez entre les mains a été photocomposé sur un nouveau matériel. Ce pari, que nous avons fait de préserver son indépendance à notre journal, est en partie gagné. En partie seulement, car si nous avons pu disposer de ce matériel dès maintenant, notre objectif est toujours le même : disposer de 110 000 francs avant deux mois (31 janvier 1986).

Nombreux déjà sont ceux qui ont manifesté leur soutien au « *Monde libertaire* ». Ils savent bien, en effet, que c'est le seul journal qui chaque semaine nous informe sur le combat des antimilitaristes, de ceux qui luttent contre l'exploitation patronale, contre l'oppression étatique, contre l'obscurantisme clérical ; qui défend les lieux de vie. Le « *Monde libertaire* » est cet indispensable outil au service de la révolution sociale.

Pour poursuivre et accentuer cette œuvre de désintoxication sociale, soutenons le « *Monde libertaire* ».

LES ADMINISTRATEURS

Souscriptions

Cabanettes : 50 F, Abassof : 50 F, Lemarie : 200 F, Jerram : 50 F, Millot : 200 F, Sappia : 50 F, Ribas : 50 F, Calendini : 50 F, Richard : 50 F, Guigourese : 50 F, Couillard : 132 F, Larsen : 200 F, Lelievre : 45 F, Tourelles : 180 F, Viller : 10 000 F, Collart : 200 F, Salmon : 50 F, Guillemau : 100 F, Broussot : 50 F, Vidal : 50 F, Baudet : 50 F, Anonyme : 137 F, Ilief : 600 F, Leveque 250 F, Godeau : 200 F, Jule : 150 F, Mouroux : 50 F, Le Roy : 50 F, Eliette : 50 F, Anonyme : 200 F, Anonyme : 5 000 F, Gayet : 50 F, Leandre : 50 F, Bedos : 100 F, Anonyme : 50 F, Destruhaut : 200 F, Pourcelly : 20 F, Rajac : 500 F, Ragon : 200 F, Louise : 50 F, Limmacher : 50 F, Louvard : 200 F, Arnaud : 100 F, Groupe Jacob : 300 F, Roginski : 50 F, Rajac : 50 F, Pique : 45 F, Daigon : 50 F, Robert : 50 F, Barcelo : 50 F, Aubel : 500 F, Raynaud : 50 F, Moquet : 50 F, Floriat : 100 F, Bazin : 100 F, Guerin : 100 F, Valentin : 50 F, Vedrine : 200 F, Chopinaud : 50 F, Foisnon : 110 F, Gr. Région-toulonnaise : 100 F, Emilia : 100 F, Tramoni : 40 F, Bertomeu : 50 F, Schiller : 200 F, Gavel : 100 F, Bouey : 150 F, Rogeau : 50 F, Panizza : 25 F, Louvat : 50 F, Fidon : 15 f, Leguyader : 50 F, Anonyme : 1343 F.

• Total des souscriptions d'octobre : 24 792 F.

• Total souscription photocomposeuse : 33 357 francs.

.....

Virements automatiques

Gr. Bakounine : 100 F, Atzori P. : 50 F, Gr. Berneri : 150 F, Boluda J.-L. : 100 F, Bouey P. : 80 F, Delorme J. : 50 F, Lapasset B. : 100 F, Gr. Saccovanzetti : 250 F, Boitelle B. : 25 F, Chevchenko M. : 50 F, Ind. Bégard : 10 F, Costes D. : 50 F, Escoubet G. : 50 F, Exertier Ph. : 50 F, Fernandez L. : 50 F, Gr. de Béziers : 50 F, Giraud-Chavigner : 300 F, Gr. de Rouen : 50 F, Lansac J. : 54 F, Liaison Anizy : 100 F, Millot G. : 20 F, Beaufils : 25 F, Gr. Varlin : 100 F, Paris G. : 100 F, Pivert G. : 25 F, Remond J. : 100 F, Gr. Malatesta : 100 F, Gr. Fresnes-Antony : 150 F, Liaison Blois : 200 F, Maris S. 250 F, Migniot V. : 150 F, Gr. du Marais : 50 F, Moulie G. : 30 F, Chapeyrou P. : 100 F, Gr. Aubenas : 200 F, Peirat Y. : 50 F, Gr. Louise-Michel : 150 F, Gourdon Ph. : 100 F, Cordellet D. : 30 F, Richard J.-C. : 100 F, Berraud J.-P. : 100 F, Boucher J.-L. : 200 F, Caillot J. : 50 F, Sanchez-Mateo J.-E. : 50 F, Celerier C. : 100 F.

• Total des virements d'octobre : 4 279 F.

en bref... en bref...

• Voilà près de neuf mois que les autorités marocaines ont privé de passeport Mohamed Naciri, syndicaliste travaillant en France depuis 1970. Une centaine d'immigrés marocains sont dans le même cas, retenus illégalement au Maroc. L'Association des travailleurs marocains en France (A.T.M.F.) s'inquiète du sort réservé à ces travailleurs. Envoyez télégrammes de protestation et lettres de soutien au président de la République, M. Mitterrand, et à l'ambassade du Maroc en France. Contact : A.T.M.F., 32, rue Paul-Vaillant-Couturier, 92230 Gennevilliers (tél. : 47.93.85.30).

• Des jeunes libertaires voulant s'organiser et diffuser les idées anarchistes dans les lycées recherchent des contacts avec toutes personnes intéressées. Ecrire à « Air libre », c/o Cultures au quotidien, 22, rue de la Butte-aux-Cailles, 75013 Paris.

• Le Collectif d'objets tarnaïns (C.O.T.) organise une conférence-débat : « Les essais nucléaires en question », à propos de l'affaire Greenpeace, le vendredi 6 décembre, à 21 h, au local de la F.O.L., 11, rue Fontvieille, Albi. Avec la participation de Michel Auvray, J.-L. Cahu (officier déserteur), un membre de Greenpeace, F. Roux (avocat).

Bientôt la période des fêtes de fin d'année... et des cadeaux. Pour vos livres, disques, bandes dessinées, n'oubliez pas la librairie du Monde libertaire. Vous pouvez également passer commande, si disponibilité la livraison sera rapide.

## MARCHE ANTIRACISTE Egalité et confettis !

1983. La marche des Minuettes. 1984. Convergence. 1985. Deux marches antiracistes clôturées par deux manifestations à Paris servant surtout à jauger le succès de l'une par rapport à l'autre.

Si celle du 30 novembre a été perçue comme une « pâte imitation » de Convergence 84, le 7 décembre était à coup sûr la « grand-messe » avec fanfares, confettis et slogans du type *Racisme, je te hais. Egalité, je t'aime!* Sûr aussi qu'ils étaient plus nombreux ce jour-là derrière la petite main, mais on ne parlera pas pour autant de victoire. On voit toujours le racisme dans la rue. Et encore, on passe sous silence les actes racistes de la vie ordinaire, c'est dépassé depuis les tabassages et les meurtres !

Ce n'est pas une victoire... et à plus d'un titre ! Non seulement, on n'a pas enrâyé la montée du racisme, mais en plus aujourd'hui, quelle gueule il a le mouvement antiraciste ? Divisé, essouffé d'un côté, dépolitisé de l'autre. S.O.S.-Racisme, avec ses grands élans humanitaires et

fraternels, a lancé le marché du « touche-pas-à-mon-pote ». De la petite main en plastique, de toutes les couleurs, on est passé aux porte-clefs et même à la broche dorée ou émaillée noire. A quand les petites mains en plaqué or... pour les bourgeois bien pensant ?

S.O.S.-Racisme a réussi à organiser un grand mouvement de récupération, en vidant de tout contenu politique la lutte antiraciste. Ratisant large, se faisant le grand mobilisateur de la gauche, c'est devenu l'auberge espagnole où chacun fait son beurre, essaie de faire passer sa sauce... Mais attention ! bas les pattes ! Il faut rester dans le cadre strictement délimité par S.O.S.-Racisme, c'est-à-dire ne dénoncer qu'un seul adversaire politique : Le Pen. Rien sur la politique anti-immigrés du gouvernement ou sur les camps de rétention, les quotas, les expulsions. Ça pue la démagogie et la récupération. Une neutralité orientée qui ne dit pas son nom... la première manifestation pré-électorale des partis de gauche !

Monique

## Union, action... avec le P.C.F.

C.G.T.

LE 42<sup>e</sup> congrès de la Confédération générale du travail s'est déroulé, a dit Henri Krasucki, « en un moment où progresse en profondeur un courant de luttes revendicatives... » On sait combien ce genre de déclarations est sujet à incompréhension : on ne parle jamais autant de luttes à la direction de la C.G.T. que dans les moments où le nombre de journées de grève est le plus faible. C'est l'instant privilégié où le corps des « révolutionnaires professionnels » est à son degré de durcissement maximum : moins il y a d'actions, de grèves, d'agitations dans les entreprises et plus son rôle de direction est justifié ; parfois même l'appareil — permanents, délégués, employés — est seul dans la rue : il ne s'agit plus de direction des travailleurs mais de substitution...

Les deux derniers mouvements impulsés par la C.G.T. sont l'image même de ce volontarisme activiste. A l'E.D.F., à peine 10% de réduction le 3 décembre ; manifestation de seulement quelques milliers de person-

nes autour de l'Assemblée nationale pour protester contre le projet de loi d'aménagement annuel du temps de travail. On peut prédire sans risque d'erreur que jusqu'en mars de l'année prochaine de tels mouvements seront quasi hebdomadaires.

### Serrer les rangs

La direction du mouvement communiste, instruite par son expérience de près de soixante-dix ans, a entrepris par cet activisme de reconquérir l'espace qu'elle a perdu. Pour ce faire, elle revient aux vieilles recettes de l'agitation-propagande. Agitation sociale dont le syndicat contrôlé par le parti est l'instrument principal ; propagande politique mise en œuvre par le parti, ses élus et son groupe parlementaire.

Bien sûr, tout ne se passe pas comme dans le manuel. Des secteurs syndicaux encore solidement implantés refusent parfois d'appliquer des mots d'ordre par trop contradictoires — ou à contre temps — de la réalité vécue de la branche industrielle.

Les militants et organisations du parti influencées par la social-démocratie se défendent : dans l'Hérault une tournée de Juquin a été très suivie, malgré l'alignement de la direction départementale et son comportement paléostalinien qui lui a fait interdire de vente le livre de l'ancien

porte-parole du parti dans la librairie de Montpellier.

A Saint-Denis, le maire a rendu public un communiqué condamnant des « actions » qu'il y a peu on eût qualifiées de « gauchistes » ; il paraît que Zarka était visé ; au-delà de la malice de l'histoire qui fait réprover un ancien secrétaire des Jeunesses communistes par un maire de Saint-Denis, on découvre peu à peu des signes de la nouvelle ligne du parti.

### Prenons garde

De nombreux militants regroupés derrière les banderoles de la C.G.T. le 4 décembre décollaient les affichettes de soutien à Solidarnosc. Ce geste signifierait que le parti ; et ce qu'il contrôle, est la seule représentation légitime des travailleurs ; lutter contre la flexibilité ne prend son vrai sens de classe que sous la direction du parti parce que lui seul combat vraiment le patronat. C'est le message que les militants du P.C.F. tentent de faire passer auprès des travailleurs. Il ne s'agit pas d'un isolement volontaire mais d'une volonté de retour aux sources. Ce recentrage vers l'activité ouvrière est nécessaire. Le trésorier sortant de la C.G.T. ne déclara-t-il pas au récent congrès que la confédération avait « moins de 700 000 adhérents en sept ans » !

Cette radicalisation contestatrice soudaine, dérisoire aujourd'hui parce que née dans l'instant du départ des

ministres du P.C.F. et qui va s'accélérer jusqu'en mars 1986, ne doit pas être négligée et nous devons en mesurer les effets à long terme. Lorsqu'un député du P.C.F. dit que l'adoption de la loi sur l'aménagement du temps de travail obligera « les salariés à faire des heures supplémentaires non payées et à travailler samedi et dimanche » ; lorsqu'un autre ajoute que les trente-neuf heures payées quarante appartiendront au passé, tous deux retrouvent le langage qui fit l'enracinement du P.C.F. parmi les travailleurs. Le P.C.F. paraît résolu à abandonner ses errements sociaux-démocrates pour renouer avec la pratique et la démagogie marxistes-léninistes.

Quelles en seront les conséquences dans cinq ou six ans ? Regagnera-t-il une partie ou la totalité de son influence ? Il peut stopper, en tout cas, son érosion pendant encore longtemps ; or nous savons que sa marginalisation est une des conditions à la renaissance d'un authentique mouvement d'émancipation.

Le rôle des militants anarchistes est évidemment de rappeler sans cesse les changements de ligne de l'appareil du P.C.F. mais il est aussi de lui disputer sur le terrain social la formulation des revendications, l'organisation de la préservation des acquis et des luttes des travailleurs.

JULIEN MAILLET

## C.F.D.T. : lutte libre ?

AU cours des dernières semaines, les feux de l'actualité s'étaient écartés de la C.F.D.T. ; ce vide a été comblé après la réunion du bureau national qui a décidé de ne pas donner de consignes de vote pour les élections de mars 86.

Surprise ou évolution prévue ? La C.F.D.T. cherche, un peu tard, à se démarquer de son étiquette de syndicat progressivement. Pourtant depuis 1981, la centrale d'Edmond Maire donnait plus que fureusement l'impression, à la lecture de ses discours officiels, que la

lutte des classes était périmée et qu'il fallait être moderne et reconnaître l'importance du rôle du patronat...

Bien sûr, de son côté, la C.G.T. ne se voulait plus syndicat revendicatif, mais force de propositions — pour eux, le vent a tourné ! Il n'en reste pas moins que la C.F.D.T. a souvent précédé les actions du gouvernement, semblant parfois vouloir lui dicter ce que devait être la politique sociale d'un gouvernement de gauche. Déception de la direction syndi-

cale, déception des militants « engagés à gauche » suffiraient-ils à expliquer ce qui allait passer dans les statuts de la C.F.D.T. : l'ancrage à gauche ?

Voyons ce que pense l'opposition actuelle ; à l'U.D.F., on se flatte de « miser sur les éléments intelligents de la C.F.D.T. » (exit Bergeron ?). En effet, dans la presse éditoriale, l'U.D.F. aurait trouvé (1) « des éléments positifs en matière de flexibilité des salaires notamment, même si la centrale y met des conditions comme la création d'emplois. »

Après avoir voulu jouer la carte de la « deuxième gauche », Edmond Maire va avoir fort à faire s'il veut jouer au partenaire responsable, représentant un syndicalisme pragmatique !

Et les adhérents C.F.D.T. dans tout cela ? Sur le terrain de l'entreprise il faut tendre la main au patronat et sur le plan des élections il ne faut plus faire aveuglément confiance. Alors ? « No future » dans le triste et froid immeuble de Bellevue ? Sale temps pour les luttes dans la centrale d'Edmond Maire...

THIERRY  
(Gr. Pierre-Besnard)

Cf. « Libération » du 7 et 8 décembre.



# Que faire des motions du Syndicat de la magistrature ?

**L**E syndicat de la magistrature lâche-t-il Badinter ? Telle est la question que l'on peut se poser après la tenue de leur XVIII<sup>e</sup> congrès, du 22 au 24 novembre dernier. Cette première en entraîne une seconde : ceux des membres du syndicat qui assistent Badinter dans la mise en œuvre d'une politique pénitentiaire en opposition à l'opinion de leur organisation syndicale vont-ils devoir démissionner faute de pouvoir infléchir la politique badintérienne dans le sens des motions votées par l'assemblée générale. Je pense en particulier à Jean Favart et Mireille Imbert Caréta qui occupent de hauts postes au cabinet de Badinter et à la direction de l'administration pénitentiaire.

En 1974, le Syndicat de la magistrature écrivait ceci : « Tout se passe comme si les détenus d'aujourd'hui se trouvaient dans la situation des ouvriers à la fin du siècle dernier, mal reconnus, mal protégés, attaqués dans leurs possibilités de s'organiser, contestés dans leur légitimité. Leurs moyens d'action étaient vio-

lents, irréguliers. La répression en était brutale, sanglante. Le moindre progrès était cher payé.

Tant que les rapports de force dans la prison et leur expression ne seront pas reconnus, les mêmes processus resteront menaçants, car ils trouvent leur source dans un niveau de conscience dont il serait surprenant qu'il vint à baisser.

Ainsi, la revendication du droit d'association des détenus, loin d'être révolutionnaire, ne fait que s'intégrer à l'évolution qui consiste à reconnaître juridiquement ce qui existe déjà. Car des "associations" existent de fait. Les détenus ont de plus en plus tendance à s'organiser collectivement : il faudra bien donner une réponse à ces réalités. Peut-on les ignorer, est-ce même sage ? Va-t-on passer de cet état de fait à l'état de droit ? » (Au nom du peuple français, éditions Stock, 1974.)

Nous étions alors sous un gouvernement de droite, les juges du Syndicat de la magistrature étaient en dehors de toutes hiérarchies et responsabilités ; ce texte était porteur d'espoir pour le jour où la gau-

che, amie du syndicat, arriverait au pouvoir. Alors vint 1981 et cette gauche tant espérée du Syndicat de la magistrature, les syndiqués prirent de hautes responsabilités et accédèrent à la hiérarchie... pourtant tout resta dans l'état que le syndicat dénonçait de 1974 à 1980.

Mais nous voilà maintenant à l'aube d'un nouveau changement, le retour de la droite est prévu pour 1986. Le Syndicat de la magistrature (S.M.) qui, pendant quatre ans de gouvernement de ses amis, a laissé faire une politique opposée à ses options d'avant 1981, les recouvre subitement alors que sans doute d'ici peu ses membres devront quitter les postes de responsabilité après le prévisible coup de balai anti-S.M. du futur ministre de droite.

Pour preuve, voici un texte préparatoire de ce congrès qui, comme vous pourrez le constater, rejoint les idées du Syndicat de la magistrature de 1974 :

« Le citoyen-détenu Nous devons changer notre manière de penser la prison. Le détenu est d'abord un citoyen,

privé de sa seule liberté d'aller et de venir.

C'est donc en terme de droits que nous devons raisonner. Au nom des droits les plus élémentaires de la personne, la surpopulation actuelle ne plus être tolérée. Seul un système de numerus clausus dont les modalités seront définies, permettra de réfléchir sur des bases claires. Parmi les droits fondamentaux : le droit d'expression (dont le droit d'association et son efficacité), le droit du maintien des relations avec les proches, le

droit et à l'administration pénitentiaire. A moins que le syndicat, après se ressaisissement tardif, mette à profit le peu de temps qui lui reste avant le départ de ses amis pour mettre ses anciennes puis nouvelles idées générales en pratique. En assemblée générale, fut utilisée la superbe formule : « sortir la prison de la tête des juges », puis votée une motion demandant le respect du droit d'association en prison ; ils ne leur restent que quelques mois pour réaliser cela.



droit à la dignité, le droit à une défense libre, etc. La prison c'est aussi la certitude de la sortie, le retour dans la société est d'autant moins brutal que la prison est en phase avec ce qui se passe autour d'elle, déclassée, et ce, pour tous ceux qui y vivent, détenus et personnels pénitentiaires.

Enfin, là où la liberté est en jeu, le judiciaire doit être présent. A nous de définir ce que le juge peut et doit y faire en liaison avec une commission de surveillance à la composition et aux pouvoirs élargis. » (Congrès du Syndicat de la magistrature, novembre 1985.)

N'est-ce pas là, encore, un excellent texte porteur d'espoir pour quand la gauche reviendra au pouvoir et que les militants du Syndicat de la magistrature reprendront des postes de responsabilité au cabinet du minis-

tre ?

C'est une bien curieuse coïncidence que ce soit le lendemain du congrès du Syndicat de la magistrature que le ministre de la Justice annonce l'entrée de la télévision dans les cellules (en payant !). Cela ressemble à une manœuvre pour désamorcer l'effet des motions du syndicat, en particulier en ce qui concerne le droit d'association et le désir de réunion des détenus. Avec la télé, le ministre espère leur faire apprécier leur cellule et leur isolement !

Il est tout aussi bizarre que les représentants du ministère au congrès du Syndicat de la magistrature n'aient pas annoncé cette mesure à la tribune d'un congrès pourtant exclusivement consacré à la prison. Le ministère semble bien se foutre du syndicat, sauf s'il est une troupe de béni-oui-oui dévoués corps et âmes au ministre et aux membres du syndicat qui l'assistent. Cette conception syndicale bien dans le style du ministère de la Justice laisse supposer que les motions syndicales ont déjà rejoint les poubelles du ministère !

**LAPEYRIE**  
Jean Lapeyrie anime une émission sur Radio-Libertaire qui s'intitule « Palais de justice » (tous les mercredis à partir de 15 heures).

## Etranges historiens

**D**ÉCIDÉMENT la révélation de fonds émanant de la C.I.A. distribués à diverses structures en France n'a pas fini de provoquer des remous ! Après Force ouvrière et le syndicat d'extrême droite, l'U.N.I., c'est le tour de l'Institut d'histoire sociale dont on « découvre » les ressources financières, selon Libération puis le Canard enchaîné.

L'Institut d'histoire sociale (I.H.S.) est bien connu des chercheurs en histoire, ne serait-ce que par son fond d'archives non négligeable. Il contient 15 000 ouvrages, principalement sur le mouvement ouvrier, des revues diverses depuis le XIX<sup>e</sup> siècle (l'Atelier, la Bataille syndica-

liste, etc.) et des archives, notamment celles de l'anarchiste Alexandre Croix.

En 1984-1985, l'I.H.S. a touché 25 000 dollars (soit près de 200 000 F) des Etats-Unis, ce qui justifie sans doute l'organisation de colloques où l'on fait l'apologie de l'atlantisme et du monde « libre ».

Mais ce n'est pas la seule source de revenus : une partie du C.N.P.F. alimente les caisses ; en échange de quoi, l'I.H.S. diffuse diverses publications de droite, principalement à but électoral. Mais l'on atteint des sommets avec la composition du conseil d'administration : membres de la droite et syndicalistes réformistes y côtoient un ancien collaborateur nazi, Claude

Harmel. Un autre ex-collabo, Georges Albertini, a été le personnage central de l'I.H.S. jusqu'en 1983.

Ce que le Canard enchaîné ne précise pas, c'est que l'autre nom de l'Institut d'histoire sociale est Fondation Boris-Souvarine. L'ancien cadre du Parti communiste (alors grand pourfendeur d'anarchistes, lire ses articles crapuleux dans l'Humanité vers 1923) s'est reconverti ensuite dans la critique du marxisme-léninisme. Etait-il au courant des magouilles à l'I.H.S. ? On ose espérer que non. Toujours est-il qu'il a participé activement à la réorganisation de l'Institut après la Seconde Guerre mondiale (1). Il en fut aussi le secrétaire général, côtoyant donc gens de droite et anciens partisans du fasciste Marcel Déat. Alors ?

Ce genre de situation paraît logique. L'antimarxisme dépourvu d'un projet révolutionnaire ne peut que faire le jeu de l'autre bloc. Reagan contre Gorbatchev, C.I.A. contre K.G.B. Belle alternative !

Ce que condamne bien évidemment les anarchistes qui sont opposés aux deux systèmes autoritaires. Dans l'immédiat, l'attitude des chercheurs et des étudiants ne peut être que limitée : boycott de cet institut, diffusion de ces informations, demander la fin des subventions (car les contribuables payent aussi pour l'I.H.S.), en attendant de trouver des archives dans des lieux moins nau-séabonds.

**YVES**  
(Gr. Florès-Magon)

(1) « Fondation Boris-Souvarine : présentation », brochure de l'I.H.S., 16 pages.

J.-P. G.

## Fonds honteux

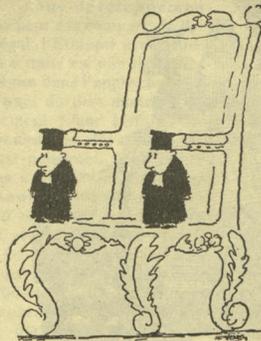
« **L**IBÉRATION » a « révélé » il y a quinze jours que l'A.F.L.-C.I.O. verse des subventions à Force ouvrière. Est-ce condamnable en soit ? On sait qu'Irwing Brown s'est toujours félicité de son amitié avec Benoit Frachon et qu'il a toujours revendiqué l'aide au mouvement syndicaliste clandestin en Espagne sous Franco et au Portugal sous Salazar.

Le mouvement syndical américain soit, mais est-ce vraiment lui qui détermine qui aider dans le monde ? Donner des sous à F.O. cela s'inscrit dans une logique syndicale (quoiqu'on pense de celle-ci), mais dans quelle catégorie le Free Trade Union Institute place-t-il l'U.N.I. ?

Un syndicat français représentatif, malgré l'opinion qu'on a de celui-ci, d'un courant du mouvement ouvrier peut-il être comparé à un cache-sexe du S.A.C. ?

Au lieu de se contenter de dénoncer cette campagne qui vise à « trahir l'image de Force ouvrière », André Bergeron devrait méditer sur le fait que l'on mette dans le même sac l'U.N.I. et F.O. Cela le gêne-t-il vraiment ou pense-t-il que le front de l'anticommunisme justifie tous les contacts ?

Nous espérons que des militants de Force ouvrière pensent autrement et qu'ils le feront savoir avec force !



(Dessin de YVES)

## Interview de Joël Pitois objecteur insoumis

— Le Monde libertaire : Peux-tu nous rappeler tes motivations vis-à-vis de ton insoumission au service civil ?

— Joël Pitois : Je suis insoumis au service civil parce que je n'accepte pas de faire un service-punition, c'est-à-dire que je dois le faire pendant deux ans. Sous prétexte que je suis un civil, on va me le faire durer deux fois plus longtemps qu'un militaire. Cela est le premier argument.

Le second, c'est que je vais perdre tous mes droits de travailleurs. Un travailleur sans droit de grève, sans possibilité de s'associer, en plus avec un « salaire » nettement réduit. Alors qu'on sait qu'actuellement, déjà avec le S.M.I.C. c'est dur ! En plus, si mon salaire est de nouveau amputé, il me serait quasiment impossible de vivre !

— M.L. : L'insoumission au service civil ou l'insoumission totale, cela reste un acte individuel... que proposes-tu à un niveau plus collectif, au niveau de la société ?

— J.P. : J'envisage, si c'est possible, une société démilitarisée où les moyens financiers — car l'armée prend une grande partie du budget, que cela soit en France ou ailleurs — serviraient à des buts civils.

Je pense à la recherche qui est actuellement destinée à la fabrication des armes et d'autres produits destinés aux militaires. Alors qu'en Colombie, on s'aperçoit lorsqu'un volcan entre en éruption que l'on manque d'hélicoptères et de divers matériels. Il y a une contradiction, alors qu'il existe des stocks, des hommes, à l'armée qui auraient pu servir.

Je pense également à l'Éthiopie dont la population crève de faim alors qu'il existe un budget important destiné à l'armée ! C'est bien sûr le choix du gouvernement et non de la population.

— M.L. : Il y a en France plus de deux cents laboratoires qui travaillent pour l'armée... il me semble important de citer les cas du Japon et de l'Allemagne de l'Ouest, pays où justement

la recherche scientifique est peu militarisée et qui ne connaissent pas vraiment la crise. Qu'en penses-tu ?

— J.P. : Après la « défaite » de la Seconde Guerre mondiale, le Japon et l'Allemagne ont été obligés par les autres pays — c'est-à-dire les États-Unis et l'U.R.S.S. — de réduire leur budget militaire. On se rend compte que ce sont eux qui sont à la pointe de la technologie, et en plus ils ont une économie qui fonctionne. C'est normal, quand on gaspille 25% du budget pour l'armée (c'est le cas de la France), on est obligatoirement gêné pour faire autre chose.

— M.L. : Après avoir envisagé l'aspect économique de la « chose » militaire, existe-t-il une « proposition », un moyen pour arriver à la paix ?

— J.P. : La plus belle proposition, c'est bien sûr de désarmer. Tout le monde le pense... quand on parle avec les gens, ils sont pour la démilitarisation, pour la fin de la course aux armements. Actuellement, le moyen qui nous est offert c'est le désarmement multilatéral. C'est-à-dire que les États-Unis et l'U.R.S.S. se retrouvent et discutent pour prétendument diminuer leur production d'armes... chose qu'ils n'ont jamais réussit à faire.

— M.L. : On en a eut un exemple flagrant avec l'énième « échec » de la conférence de Genève...

— J.P. : Jusqu'à maintenant, on a à peine ralenti ce qu'on allait produire. Le désarmement multilatéral me paraît utopique. On arrivera jamais à contrôler le désarmement, à ce qu'il soit simultané dans tous les pays. Ma stratégie, c'est qu'un pays de la puissance de la France, avec l'accord du plus grand nombre, décide de démilitariser son territoire, c'est-à-dire supprime son budget militaire et prépare la conversion de ses usines d'armements. Les conséquences immédiates, on les verra dans tous les secteurs civils car les budgets militaires y seront transférés. le désarmement unilatéral de la France, par son exemple, aura un rayonnement psychologique considérable sur les autres pays qui seront tentés de désarmer à leur tour. On s'acheminera donc du désarmement unilatéral au désarmement universel de tous les pays.

Je pense que ce pari est jouable. En plus, un pays qui désarme unilatéralement ne peut plus être un agresseur, il est incapable du fait de la suppression de son armement et de son armée d'attaquer.

— M.L. : Ne penses-tu pas que ce désarmement unilatéral ne sera possible que si, au préalable, on change de société, par l'abolition de l'État, du système économique actuel ?

— J.P. : Je ne veux pas m'engager là-dessus...

— M.L. : En tant qu'anarchistes, nous pensons que la meilleure façon d'arriver à la paix, c'est bien sûr de supprimer l'armée, les armements, mais aussi l'État et le système capitaliste.

— J.P. : Je ne suis pas anarchiste, je suis pacifiste et membre de l'Union pacifiste de France. J'estime qu'il y en a marre des boucheries, chaque fois on nous dit que c'est la dernière... Alors qu'après 1914-1918, on a tout essayé... le gaz, on a laissé mourir les gens dans les tranchées. Et puis on leur a dit : c'est terminé, il y a eu quatorze millions de morts... c'est la dernière ! Et puis, il y a eu encore la Seconde Guerre mondiale... cinquante-cinq millions de trépassés. Et on continue ! Je crois qu'il faut créer une rupture.

— M.L. : Tu passes le 9 décembre en procès (1), au Havre, pour insoumission au service civil... Quelle est la peine que tu risques ?

— M.L. : La peine encourue se situe à deux niveaux. Premièrement, c'est l'emprisonnement. On a plusieurs exemples d'emprisonnements depuis les procès d'objecteurs insoumis. Les peines encourues vont de l'amende de 400 francs jusqu'à un an de prison ferme. C'est le cas d'un objecteur insoumis d'Evreux : en appel, il a été condamné à six mois avec sursis...

Dans mon cas, il y a un autre risque car je suis actuel-

lement enseignant en stage d'insertion jeunes. Au cours de ces stages, j'enseigne les mathématiques à des personnes qui ont des difficultés dans leur scolarité ou dans leur vie quotidienne. Je risque donc ce qu'on appelle une interdiction professionnelle. Travaillant sous contrat, celui-ci ne me sera certainement pas renouvelé.

ma vie quotidienne. Jusqu'alors, je n'ai rien demandé... j'ai effectué un certain nombre de services que je faisais volontairement, au contraire du service civil qui est obligatoire et imposé. C'est d'ailleurs un abus de langage, comme si on vous obligeait à rendre un service à quelqu'un ! Service que je veux bien rendre sous certai-



On dirait vraiment qu'ils veulent remettre ça !

— M.L. : Cette année a été vraiment marquée par la répression vis-à-vis des insoumis totaux (2) ; actuellement, on a l'impression que la répression se dirige peu à peu vers les objecteurs insoumis. Si on lit « le Monde libertaire » n°594 (21 novembre), il y a trois annonces de procès. Il y a bien sûr le tien, puis celui de Roland Long dans le Jura et celui de Jean-Paul Sultot à Nantes, le 2 décembre. Que penses-tu du développement de la répression vis-à-vis des objecteurs insoumis juste avant les élections ?

— J.P. : Je crois que le pouvoir a peur... Un pouvoir, pour être crédible, réaliste, doit réprimer. La réaction du pouvoir consiste à réprimer pour s'affirmer.

— M.L. : Comment doit se dérouler ton procès ?

— J.P. : L'important, c'est la présence du plus de personnes possible dans le tribunal, pour que le président sente que cette affaire ne se passe pas qu'entre lui et moi... Mais qu'elle concerne un certain nombre de gens, qui ont des idées de construction d'une société plus humaine et plus juste où l'armée n'aurait aucun rôle.

Je revendique aussi le droit d'être moi-même. Il faut aussi savoir qu'un procès coûte cher. D'abord parce qu'il faut un avocat... on ne peut pas aller au tribunal sans avocat. Quand on se retrouve face à des gens tels le président, le procureur, on n'est pas tranquille. Quelque part, on nous a travaillé pour qu'on se sente mal à l'aise, donc il faut se faire aider d'un avocat.

Il faut également, ce jour-là, être convainquant, arriver à défendre son opinion, et surtout ne jamais se dire coupable... être en tort et faire des excuses. C'est avant tout l'armée qui m'attaque dans

les conditions que j'aurai choisi moi-même. En fait on m'accuse pour un délit d'opinion !

— M.L. : Pourquoi n'as-tu pas opté pour l'insoumission totale ?

— J.P. : L'insoumis se retrouve dans une situation encore plus catastrophique. Il est dommage que l'organisation du soutien des derniers procès d'insoumis totaux ait été un peu faible, et que la mobilisation n'ait pas été plus forte. L'insoumis risque beaucoup plus au niveau des peines. En moyenne, il risque 15 mois ferme, et certains insoumis peuvent retourner à la caserne après avoir effectué leur peine.

En revanche, les objecteurs insoumis ont des peines relativement plus faibles. Cependant, selon la dernière loi de 1983 l'objecteur insoumis peut se retrouver insoumis total si son statut lui est retiré... Alors, attention, restons sur nos gardes ! Et si cela m'arrive ou arrive à d'autres, il faudra se battre efficacement contre cela.

— M.L. : Une dernière question : comment se passe le soutien dans ton cas actuellement ?

— J.P. : Le 6 décembre, à la salle Louis-Jouvet, à Rouen, je suis invité par le groupe de Rouen de l'U.P.F. à une réunion publique. Cette réunion permettra de tester le niveau du soutien sur la région.

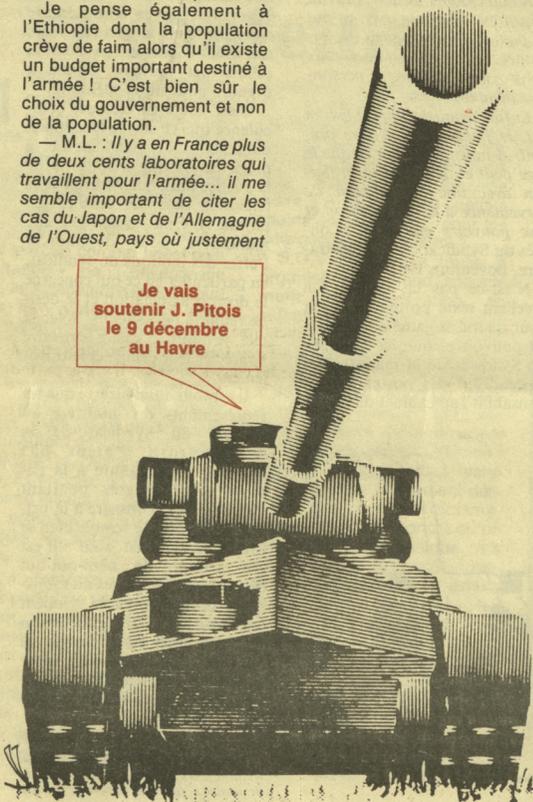
### Propos recueillis par Hébert Eric (3).

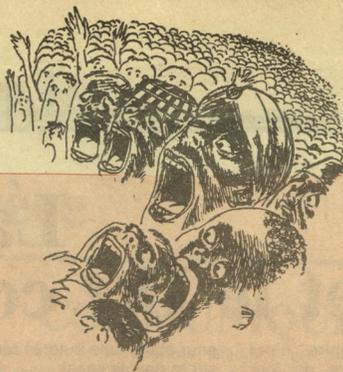
(1) Comité de soutien à Joël Pitois, 108, rue Casimir-de-la-Vigne, 76600 Le Havre (tél. : 35.21.61.65).

(2) Profitez-en pour rappeler les adresses de deux insoumis actuellement emprisonnés : Jean-Pierre Gauthier, 751794-3<sup>e</sup>-432, 1, avenue de la Division-Leclerc, 94261 Fresnes cedex ; Christian Frigault, écrou 7251, maison d'arrêt, B.P. 6A, 35031 Rennes cedex. (N.d.R.)

(3) Cette interview a été possible grâce à Annie-Claude qui avait invité Joël Pitois et Hébert Eric sur une radio libre de Rouen.

Je vais soutenir J. Pitois le 9 décembre au Havre





L'IGNOMINIE de cette course Paris-Dakar commence à sauter aux yeux et aux consciences, sinon de la grande majorité des Français, du moins des individus concernés peu ou prou par les problèmes de l'exploitation de l'homme par l'homme. Il est ainsi regrettable, et le terme est faible, de voir S.O.S.-Racisme participer à cette farce écœurante... faut-il tout sacrifier au spectacle ?

Néanmoins, la Fédération anarchiste s'attachera à dénoncer cette réquisition culturelle, technologique, économique qu'est cette course ; et dans le cadre d'une campagne, elle

mettra en relief les véritables responsables de cet état de fait. Celui-ci est la possibilité pour une minorité dominante de jouir sans entraves (ou si peu !) et l'impossibilité pour une majorité exploitée d'avoir accès aux ressources et richesses mondiales pour en profiter librement. Une série d'articles permettra aux lecteurs du Monde libertaire d'avoir une vue d'ensemble des problèmes. Y seront laissés de côté les aspects politiques, car ne seront abordées que les questions économiques, sociales touchant au développement.

Il est des causes qui ne peuvent être éludées. C'est l'évidence ! Les révolu-

tions socialistes trahies sont pour une grande part des tombes pour les aspirations à l'émancipation. Nous ne discuterons pas des caractères bureaucratiques des révolutions nationales, anticoloniales. Limitons-nous à constater que l'idéologie — qu'elle soit marxiste ou bourgeoise — tend à faire plier les réalités à ses dogmes.

Nous mettrons de côté également l'euphorie tiers-mondiste qui vit le jour aux lendemains des révolutions cubaines et algériennes, circonscrite à un cercle d'intellectuels en manque de mythes.

Frantz Fanon concluait son livre Les Damnés de la terre par « Allons

camarades, le jeu européen est définitivement terminé, il faut trouver autre chose... Le tiers monde est aujourd'hui une masse colossale dont le projet doit être d'essayer de résoudre les problèmes auxquels cette Europe n'a pas su apporter des solutions. »

L'organisation collective du tiers monde n'a pas résisté à l'histoire des années 70. Sa dépendance, le sous-développement, l'absence de perspectives sont dramatiques. C'est cela qu'il faut retenir.

HERVÉ (gr. Libertad)

## Approche de la notion de tiers monde

Le tiers monde c'est avant tout des clichés, des images, nous provenant du Sahel, du Bangladesh, d'Inde... C'est surtout les images d'enfants mourant de faim, des terres brûlées par le soleil... C'est à ce titre-là des campagnes misérabilistes de tout un courant chrétien de gauche qui essaie de nous culpabiliser sur ce problème.

C'était également une image facile pour les militants d'extrême gauche, celle d'y voir un terrain privilégié pour la grande révolution marxiste. Il y a encore quelques années, pour beaucoup, l'« ami » de Moscou allait sauver le monde.

Mais de la culpabilité qui taisait le pillage du tiers monde au gauchisme, qui taisait les échecs du système marxiste, de toutes ces solutions simplistes, il faut faire table rase. Le tiers monde ce n'est pas seulement des gens qui meurent de faim, c'est aussi un enjeu économique et politique, et ce n'est pas forcément un terrain de la révolution maoïste. Le climat, la terre ne sont pas les seuls responsables de la misère ; l'ennemi n'est pas seulement aux Etats-Unis, il est aussi en U.R.S.S. et dans les élites des pays du tiers monde.

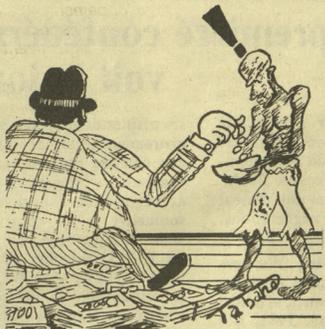
La Fédération anarchiste va, sur plusieurs semaines, constituer un dossier sur les problèmes du tiers monde pour y voir plus clair, en abordant les problèmes économiques d'aide alimentaire et des solutions à apporter. Les anarchistes se démarquent des problèmes soulevés par les anti-tiers-mondistes reprenant du poil de la bête, allant jusqu'à nier les effets du colonialisme. Au moment même où des solutions néo-fascistes et néo-libérales voient le jour pour régler le sort du monde, les anarchistes se démarquent également des tiers-mondistes qui refusent de parler de l'empire des multinationales et qui ne regardent pas ce qui se passe aussi ici. Mais avant toutes choses, essayons de définir ce qu'est le tiers monde.

### Une unité ?

C'est le 14 août 1952 que le mot « tiers monde » apparut pour la première fois dans un article d'Alfred Sauvy dans l'Observateur (devenu aujourd'hui le Nouvel Observateur). L'auteur « comparait » le tiers monde avec le Tiers Etat, ce qui donnait à son propos une connotation de lutte de classes. C'est quelques années plus tard que « tiers monde » est passé dans la bouche de tout le monde, pour être aujourd'hui employé à toutes

les sauces sans vraiment avoir de définition claire.

Dans les années 60, le tiers monde c'est l'Algérie, Cuba, la Chine, c'est-à-dire les pays où on lutte contre l'impérialisme. C'est également la recherche de la troisième voie, celle du non-alignement. Et les maoïstes ont développé cette idée... En 1973, Mao disait au chef d'Etat malien : « Nous sommes du tiers monde ». Le 7 novembre 1977, dans un numéro spécial Pékin information, les successeurs de Mao énoncent une « théorie sur la division des trois mondes ». Le premier étant le bloc américano-soviétique, le second est composé par des pays intermédiaires



tels le Japon, l'Europe et le Canada, et le troisième regroupe le reste, avec la Chine comme pièce maîtresse. Cette théorie appelée « thèse scientifique marxiste » nie les classes sociales et la lutte des classes pour s'intéresser seulement aux pays et à leurs particularismes diplomatiques et de politique étrangère ; tout en évitant de prendre en compte la politique intérieure des pays (pays étant un terme flou constituant une unité de population sans prendre en compte les différentes classes sociales antagonistes).

L'ennemi était devenu l'U.R.S.S. et les pays du tiers monde devaient lutter contre Moscou. C'est pour cette raison que le gouvernement communiste chinois a été jusqu'à accorder un appui au gouvernement fasciste de Pinochet.

Il est évident que ce genre de définitions du tiers monde procède plus d'un acte politique (recherche d'alliés) que d'une démarche scientifique. De plus le non-alignement ne signifie pas grand-chose car le tiers monde est un espace géostratégique que se disputent les deux super puissances. En 1978, J. Julliard répondra à la question de savoir si le tiers monde existe

toujours : « En terme de misère et de sous-développement, plus que jamais. En terme de non-alignement, de moins en moins ! »

Si on veut trouver une définition du tiers monde, il faut surtout prendre en compte les critères économiques et sociologiques des pays. En 1965, le géographe Yves Lacoste donnait quatorze critères du sous-développement. 1. Insuffisance alimentaire. 2. Graves déficiences des populations, forte proportion d'analphabètes, maladies de masse, forte mortalité infantile. 3. Ressources négligées et gaspillées. 4. Forte proportion d'agriculteurs à basse productivité. 5. Faible proportion de citadins, faiblesse des classes moyennes. 6. Industrialisation restreinte et incomplète. 7. Hypertrophie et parasitisme du secteur tertiaire. 8. Faiblesse du produit national par habitant. 9. Ampleur du chômage et du sous-emploi, travail des enfants. 10. Situation de subordination économique. 11. Très violentes inégalités sociales. 12. Structures traditionnelles disloquées. 13. Ampleur de la croissance démographique. 14. Prise de conscience de la misère.

C'est là une méthode de repérage des pays sous-développés. L'ensemble de ces pays ont vécu une situation coloniale, ils ont de graves problèmes économiques : chômage, dettes... On y trouve une classe dirigeante développée. Ces pays sont grands consommateurs de produits de l'industrie militaire... Voilà tracé le commun des pays du tiers monde, mais l'unité s'arrête là, on ne va pas tout mettre dans le même sac !

### Une diversité ?

Si l'on peut trouver des points communs au sous-développement des pays, on ne peut pas comparer le Brésil avec le Sénégal, l'Ethiopie avec l'Inde, etc. La notion d'unité est une simplification des problèmes dans l'approche. Chaque région et pays du tiers monde a son sous-développement : une histoire, des problèmes économiques, des cultures différentes... C'est pourquoi, il est important de ne pas s'arrêter aux dénominations communs du sous-développement, mais d'aborder le problème avec une démarche géopolitique. On ne peut donc parler du tiers monde en tant qu'ensemble, qu'en étant conscient de la diversité de celui-ci.

Avec une approche géopolitique, on s'aperçoit que des pays posent problèmes :

- l'Argentine et l'Uruguay font partie du tiers monde en terme géographique, mais s'en excluent sur certains critères (situation alimentaire favorable, scolarisation comparable aux pays occidentaux) ;
- la péninsule ibérique ne fait pas partie du tiers monde, mais est considérée comme sous-développée ;
- l'Afrique du Sud est considérée comme développée et fait partie du tiers monde (surtout en ce qui concerne la population noire) ;
- l'Irlande a connu une situation de colonialisme et un développement comparable aux pays du tiers monde, avec selon les régions un taux de 20 à 40% de chômage...

De même, on pourrait considérer certains chômeurs dans nos pays industrialisés comme faisant partie du tiers monde, et, on est en droit de se demander si les pays occidentaux ne vont pas vers le sous-développement.

### Raisonner en classes sociales

Comme nous avons pu le voir, il est difficile de donner une définition précise du tiers monde. Même dans les quatorze critères de Y. Lacoste, on pourrait trouver des choses à redire. Disons simplement que le tiers monde est un ensemble de pays, de régions, dans lesquels les individus, en majorité, ne peuvent pas satisfaire leurs besoins naturels, de la nourriture à l'éducation.

Il est une donnée qu'on oublie trop souvent : les classes sociales. Il existe partout des classes sociales antagonistes, ce qui nous permet de trouver des parallèles entre les travailleurs de différentes régions face à différentes élites. Les travailleurs des pays industrialisés ne sont pas responsables de la faim dans les pays du tiers monde. Les responsables sont ceux qui déterminent l'ordre économique mondial. Mao n'est pas du tiers monde, mais les travailleurs chinois le sont, comme peut-être certains chômeurs ici et les travailleurs démuniés, susceptibles de l'être encore plus.

Raisonner en terme de classes sociales est indispensable si l'on veut cerner les problèmes de la misère et de l'exploitation de l'homme par l'homme. Ici comme là-bas, les travailleurs ont des intérêts communs.

LAURENT (Gr. Pierre-Besnard)

## La lutte kanak et le IV<sup>e</sup> congrès du F.L.N.K.S.

Le spectaculaire n'est pas à l'ordre du jour en Nouvelle-Calédonie, les ratonades quotidiennes de l'extrême droite à Nouméa et l'assaut récent des locaux du journal indépendantiste *Bwenando* laissent de glace les médias. Mais pour nous, anarchistes, la mobilisation ne doit pas faiblir et nous devons porter une attention toute particulière au cheminement de la lutte pour l'indépendance kanak (indépendance qui, soit dit en passant, ne signifie pas la fin de l'exploitation).

### La participation aux élections

Si la participation des Kanaks aux élections territoriales a réaffirmé la représentativité du F.L.N.K.S., il n'en reste pas moins que cette décision de non-boycott a été une preuve de faiblesse de la lutte kanak. Les médias, qui ne savent juger de la pratique d'un peuple qu'au regard de son vote, ont titré sur la victoire du F.L.N.K.S. Pourtant, au-delà de ces résultats électoraux, il faut voir la dynamique d'une lutte.

Si le F.L.N.K.S. s'est décidé à participer aux élections, et avec lui la majorité du peuple kanak, c'est bien que celui-ci s'est trouvé dans un rapport de force défavorable. Et comment pourrait-il en être autrement face à la répression orchestrée par le gouvernement socialiste et les activistes de l'extrême droite ? Il ne saurait donc être question de jeter la pierre aux militants kanaks, surtout lorsque nous, militants anticolonialistes, n'avons pu mobiliser avec suffisamment de force l'opinion française en métropole. Il s'agit de comprendre maintenant comment s'articule la lutte en Kanaky.

### Les conséquences immédiates négatives

En présentant des candidats aux élections territoriales, le F.L.N.K.S. n'a nullement donné son accord au plan Fabius, il s'agissait pour lui d'une péripétie dans la lutte pour l'indépendance. Mais une telle péripétie n'est pas sans incidences. Les effets pervers et prévisibles (tout au moins pour nous anarchistes) de la participation aux élections se sont vite fait sentir.

Certains élus ont commencé à élever la voix face à la base militante, argumentant sur la responsabilité face aux électeurs. Tjibaou, en politicien cohérent, couvrait de son autorité ces entorses au principe du contrôle total des élus par la base. C'est la conséquence inévitable des élections qui drainent dans les sphères du pouvoir les politiciens à l'affût, et inversent les relations naturelles qui vont dans le sens base-délégués et non le contraire. Forts d'une pseudo-autorité morale, les élus ramènent leur gueule

pour établir une autorité réelle sur le peuple kanak.

De même les partis membres du F.L.N.K.S. commencent à s'entredéchirer et quelques conflits locaux virent le jour. Logique politicienne encore, qui veut que les plus gros demandent la plus grosse part du gâteau. Ainsi l'égalité qui avait prévalu dans la représentation au sein des instances du F.L.N.K.S. était-elle remise en cause. Autant d'effets induits par la participation électorale, autant de conséquences prévues par l'analyse anarchiste. On ne joue pas impunément avec le feu ! Toutefois, il ne nous appartient pas de donner des leçons au peuple kanak. Face à la formidable pression de l'Etat français, le peuple kanak se doit d'avancer suivant ses propres modalités, prudemment et résolument, dans la lutte anticoloniale.

### Le dernier congrès du F.L.N.K.S.

Les motions adoptées devant deux mille militants, lors du congrès tenu à Oundjo les 16, 17 et 18 novembre sont, en regard des problèmes posés, digne d'attention. En effet, face aux dérapages sur le contrôle des élus, face aux magouilles politiciennes, les comités de lutte, la base militante, ont réussi une percée significative.

Une phrase-clé de la première motion est à souligner : « Les militants luttant pour l'indépendance kanak socialiste, qui ne se reconnaissent pas dans les groupes de pression constitués, sont sous la responsabilité des comités de lutte ». Par groupe de pression, il faut comprendre les composantes organisées du F.L.N.K.S. (principalement les partis et le syndicat U.S.T.K.E.) ; ainsi est entériné le fait qu'un nombre important de militants ne se retrouvent pas dans les partis constitués (ou dans le syndicat puisqu'il y a peu de salariés chez les Kanaks), et, pour autant, refusent d'être marginalisés.

C'est la représentativité des comités de lutte qui est en jeu. Cette représentativité se voit affirmée par la motion n°7 : « Le IV<sup>e</sup> congrès du F.L.N.K.S. décide d'un élargissement du bureau politique du mouvement aux représentants des comités de lutte autant que le besoin s'en fera sentir et aussi régulièrement que possible. » Le rappel à l'ordre des élus est, quant à lui, signifié par la motion n°2 : « Dans le cadre d'éventuels conflits avec les colons et l'administration, les comités de lutte fixent les limites de la discussion en coordination avec les comités de coordination, et contrôlent les élus et le bureau politique, conformément à la décision de Nakéty. » Il s'agit bien de remettre les montres à l'heure par rapport aux velléités d'autonomie des élus et cette motion privilégie les comités de lutte dans ce sens.

D'autre part, au sujet des motions du congrès, signalons la création d'une centrale d'achat qui coordonnera les

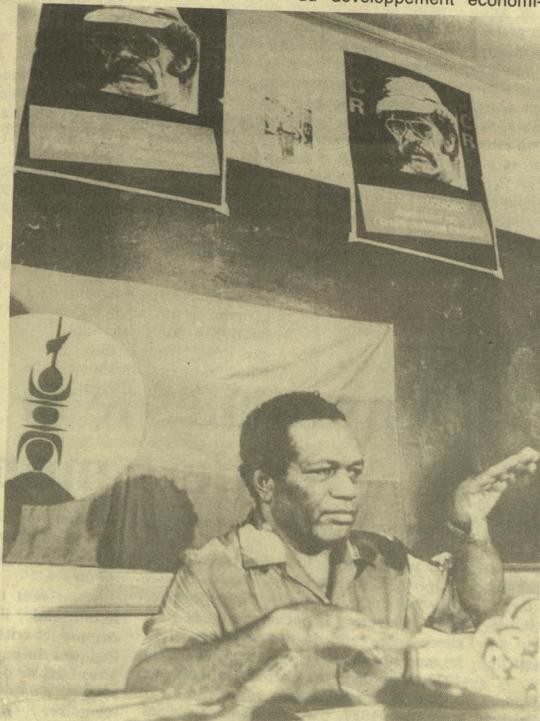
activités des coopératives kanaks, et l'accent mis sur l'auto-suffisance dans le cadre du développement économi-

que. Le projet indépendantiste kanak prend ainsi en compte les expériences des autres colonies tombées dans les griffes du néo-colonialisme sitôt l'indépendance formelle acquise.

### La lutte continue !

Ainsi ce congrès a montré combien il serait dangereux et stérile de figer la lutte des Kanaks dans des schémas classiques. Pour autant gardons-nous de tomber dans l'optimisme béat. La lutte kanak est de longue haleine et les obstacles posés par les possesseurs et l'Etat français d'une part, et par les politiciens kanaks d'autre part, sont nombreux. En participant aux élections, les Kanaks ont mis le doigt dans un engrenage bien connu, celui d'une remise, toujours plus importante, du pouvoir de tous dans les mains de quelques uns. Le IV<sup>e</sup> congrès du F.L.N.K.S., pour sa part, a entériné la volonté des comités de lutte de ne pas se laisser déposséder de... leur lutte. Espérons que cette volonté reste ferme. Au mouvement anarchiste de montrer, dans son combat pour l'émancipation des peuples et des individus, que la solidarité n'est pas un vain mot.

LUC  
(Gr. Berkman)



Les élus ou les comités de lutte ?

### AFRIQUE DU SUD

## La première confédération syndicale voit le jour

La mise sur pied d'une confédération syndicale en Afrique du Sud répondait à plusieurs nécessités fondamentales, exprimées notamment lors des ronds de négociations.

A l'initiative du FCWU (Food and Canning Workers Union), une première tentative d'unifier le mouvement syndical voit le jour en août 1981. Les divergences qui apparaissent lors de cette rencontre ne cessent de s'amplifier. Les deuxième et troisième tours de table (en avril et juillet 1982) amènent des syndicats généraux communautaires SAAWU (South African Allied Workers Union) et GWUSA (General Workers Union of South Africa) et des syndicats professionnels, c'est-à-dire ceux qui n'organisent les travailleurs que dans une seule branche d'activité, à se démarquer plus ou moins nettement du consensus général.

Rejoints par le CUSA, fédération non raciale mais qui pose des barrières à l'accès des syndicats blancs aux directions syndicales, ces syndicats font porter leurs réticences sur le principe « une industrie, un syndicat », sur le fait que la FOSATU (Federation of South African Trade Unions) comme d'autres syndicats demande à

ses affiliés de procéder à l'enregistrement légal, de participer aux conseils industriels, ce qui équivaut à s'intégrer au système de négociation collective, de se soumettre à un contrôle. Le souci tactique de la FOSATU et du FCWU échappe donc à la SAAWU et au MACWUSA qui se retirent du comité paritaire chargé de mettre en place une nouvelle fédération unifiée. Les

fait accompli : le NUM (National Union of Mine Workers), le principal syndicat affilié, a rejoint le COSATU (Congress of South African Trade Unions) le 1<sup>er</sup> décembre 1986. Le premier président, Elijah Barayi, sort des rangs du NUM, qui menaca le CUSA de quitter la fédération quand celle-ci tentait le tout pour le tout pour contraindre les efforts en vue d'une entente avec la FOSATU.

Cette confédération syndicale, portée principalement par la FOSATU existe. C'est remarquable ! Nonobstant les divisions, les querelles, le fait demeure. La COSATU, par l'importance qu'elle vient d'acquérir — 450 000 membres, trente-cinq syndicats — va et pourra analyser le système économique du régime de l'apartheid. Ce d'autant plus qu'elle s'interdit toute séparation entre activité syndicale et expression politique. L'extrême politisation des travailleurs confédérés peut impliquer cependant des problèmes. Les positions vis-à-vis du courant chartiste (représenté par l'ANC), de la ligne du Forum National (représenté par l'AZAPO) et même de la participation, voire l'affiliation, à l'UDF (United Democratic Front) ne sont pas unifiées. Loin s'en faut.

HERVÉ



camps bien délimités : FOSATU, GWU, FCWU et SAAWU, GAWU, GWUSA, MACWUSA, CUSA, tous d'accord sur l'essentiel finalement, se séparent sur des questions qui auraient dû être dépassées, quitte à les régler ultérieurement.

Le CUSA par exemple, intraitable sur la non-participation de Blancs à la direction de ses syndicats, se voit placé devant le

## La situation en Grèce

**M**AINTENANT que le mardi 19 novembre est un peu oublié, que la situation est considérée comme calme par le gouvernement, alors que des camarades grecs sont en prison, le moment est venu de critiquer et analyser le rôle des gauchistes lors des événements (spécialement ceux du 19 novembre). Et celui, également, de tous ceux qui ont « aidé » la police dans son « œuvre ».

Les quelques trois mille personnes qui se sont réunies devant l'École polytechnique d'Athènes (se reporter au *Monde libertaire* n°595) le mardi 19 novembre afin de se protéger des arrestations se sont divisées en deux parties. Les gauchistes ont appelé une moitié à participer à la manifestation et l'autre à rester sur place. Et ce dans le but de garder l'école pour l'occuper ultérieurement.

Environ cinq cents personnes suffisaient à cette tâche. Pourquoi donc ont-ils poussé les manifestants à la division et à la perplexité (il y eut des moments de flottement) au moment où l'on avait besoin d'une vaste participation pour la marche ? Quoi qu'il en soit, la manifestation se mit en route. Les anarchistes criaient : « Cette nuit, c'est la nuit de Michalis Kaltezas ». Un groupe a cassé quelques vitrines de banques, bientôt couronné par les C.R.S. Continuant de crier « Nous célébrons de cette manière la mort de Michalis... », d'autres individus firent sauter des devantures.

Les gauchistes marchaient (tranquillement ?) sans accorder leur aide aux manifestants en passe de succomber aux charges des forces de l'ordre. Mais ils ne passeront pas au travers, pourchassés eux aussi par les flics... Tout le monde se rassembla devant l'École polytechnique. Les barricades étaient montées, les anarchistes derrière elles, en train de se battre. Ce fut alors que les gauchistes appelèrent à rentrer dans l'édifice et à interrompre le combat.

Curieux comportement quand l'on sait que la veille, à la faculté de chimie, les anarchistes se proposaient de continuer l'occupation et de rester tandis que les gauchistes appelaient les occupants à sortir... Nous avons appris plus tard que la police était disposée, soumise aux pressions du gouvernement et impuissante, agacée devant l'occupation, à laisser libre tous les occupants. Bien évidemment, les anars seuls ne pou-

vaient pas continuer l'occupation. Beaucoup d'entre eux étant blessés, arrêtés...

Voilà exposer le rôle dirigiste des gauchistes qui prirent des décisions au nom de tout le monde, estimant la situation de façon imparfaite, parlant des vitrines cassées au moment où le problème se posait différemment ; celui de l'oppression policière et des persécutions. Cette fraction a prouvé son caractère « petite bourgeoisie révolutionnaire » à cette occasion. Elle a amené beaucoup d'individus à rester « spectateurs » puisque décidant de tout.

### Désinformation et provocation

Quant aux fameux « pillages » de magasins, il nous faut rétablir la vérité. dans la rue Stournara (près de l'École polytechnique), qui était d'ailleurs contrôlée par les manifestants, une seule boutique fut cassée,

des membres du P.A.S.O.K. (parti socialiste au gouvernement) et quelques staliniens du parti communiste.

### Répression étatique

Les quinze jeunes considérés comme « particulièrement dangereux pour l'ordre public » risquent la prison à perpétuité. Cependant que le flic assassin est libre, après ses trois jours de détention. Ce sont notamment A. Spatoulas (18 ans) ; Chr. Vamvakas (22 ans) ; V. Hondropoulos (21 ans) ; A. Arlonitis (22 ans) ; N. Kordatos (22 ans) ; G.A. (26 ans), réfugié politique turc, dénoncé par la presse de droite qui a publié sa photo.

Tous ces jeunes ont été emmenés dans les prisons de Larissa, Volos, Korinthe, Naphpacto, Naphplio (pour les

**COMMUNIQUÉ**

Chaispus Koupelieris, militant anarchiste grec vient de tomber dans le coma après quatorze jours de grève de la faim et de la soif, déclenchée lors de son arrestation ainsi que de celle de quarante autres compagnons.

L'Etat grec, après les provocations dont il a usé pour arriver à la mort d'un jeune anarchiste le 17 novembre à Athènes, porte l'entière responsabilité de ce qui arrivera à notre compagnon.

**Relations internationales**

*Dernière minute : nous venons d'apprendre que C. Koupelieris aurait été libéré sous condition. Il a donc cessé sa grève de la faim et de la soif. Sorti progressivement du coma, sa santé n'est plus alarmante.*

soire fut prononcée. A ce jour, personne ne sait quoi que ce soit sur son sort, ni dans quel prison il est incarcéré. On ne sait rien de lui !

Une autre arrestation dramatique, c'est celle du réfugié politique turc. Il a été battu à mort dans la prison de Naphplio et a commencé lui aussi une grève de la faim et de la soif. Il est condamné à mort par contumace en Turquie. Il est à craindre que le gouvernement Papandreou ne l'expulse... Le P.A.S.O.K. osera-t-il agir de cette manière ?

### L'attentat du 26 novembre

Après discussions et consultations, une marche fut décidée pour le mardi 26 novembre en faveur des prisonniers et afin de demander leur libération. Elle fut tout d'abord interdite par la police. Puis, des conditions furent soumises avant autorisation : les C.R.S. encadreront la manifestation, les manifestants ne crieront aucun slogan contre les forces de l'ordre, les manifestants donneront trois noms de personnes responsables. En cas d'incidents, celles-ci seront arrêtées. Les noms de Kounis, Stamatina et Kaltezas furent donnés ! (Les deux premiers ont été assassinés par les C.R.S. le 17 novembre 1980, sous un gouvernement de droite, tandis que le dernier le fut ces derniers jours.)

La marche commença vers 17 h 30 avec les slogans « Liberté pour les révolutionnaires emprisonnés », « Vous parlez de

vitrines cassées, nous parlons de vies tuées » ; puis les manifestants se dispersèrent après un sit-in de quelques minutes.

Le soir même, une bombe explosa à partir d'une voiture en stationnement. Trois individus avaient prévenus les passants. Un car de police, garé tout près, éclata. Bilan : deux flics tués, d'autres sérieusement atteints. Cet attentat fut revendiqué par l'organisation clandestine gauchiste « 17 novembre ». Dans les heures qui suivirent l'attentat, les raffles et arrestations commencèrent dans le milieu anarchiste. Les interpellés furent relaxés dès que la revendication fut connue et que le mouvement du 17 novembre en ait eu endossé la responsabilité. Les réactions à Patras, Athènes, de Francfort à Bonn (attaque du consulat et de l'ambassade grecque) ne cessent plus. Hier, c'était Michalis ; demain ce sera le tour de nous tous. La lutte continue !

### Des compagnons grecs



## Nouvelles de Grande-Bretagne

**M**ICHAËL Davies a passé les deux dernières années à l'hôpital de Park Lane, dans la banlieue de Liverpool. Park Lane n'est pas un « hôpital » ordinaire. Les infirmier(e)s sont tous membres de l'association des officiers de prison, et chaque patient est soumis à un psychiatre. Cela expliquera un peu mieux ce qu'est cet hôpital.

Il y a environ quatre ou cinq mois, Michaël a rejoint le Direct Action Movement (mouvement anarcho-syndicaliste anglais) et s'est abonné à *Blag Flag*. Des membres du D.A.M. de Liverpool se sont vus interdire, après seulement deux visites, la possibilité de voir Michaël, et ce

parce que, aux yeux des infirmiers, « les anarchistes sont subversifs ».

Cette interdiction touche également tout autre visiteur qui est soumis à un interrogatoire. Le courrier, les journaux ont parfois été retenus pendant des périodes de dix jours.

Le D.A.M. de Liverpool essaie de joindre le psychiatre qui « s'occupe » de Michaël, afin de discuter de son « cas » et obtenir la possibilité de le visiter dans l'avenir. Des messages de soutien seraient les bienvenus. Envoyer le courrier à Michaël Davies, Eliot Ward, Park Lane Hospital, Maghull, Liverpool L31 1HW, Grande-Bretagne.

D'après *Black Flag*

hommes) et les femmes ont été transférées au Pirée. Ils ont entamé une grève de la faim et de la soif. Les autres interpellés qui ont été laissés libres ont payé une amende de 2 500 FF par individu et sont obligés de « pointer » tous les 16 et 30 du mois au poste de police local.

Deux avocates, M. Tsamoura et I. Aasande, ont déposé plainte devant le juge d'instruction afin de dénoncer et rendre publics les mauvais traitements que l'on a fait subir aux prisonniers. Parmi eux, il y a un témoin oculaire de l'assassinat de Michalis. Alexandre Spatoulas a vu le flic Athenasiosse mettre à genoux et tirer dans le dos de Michalis. Après en avoir fait part au juge d'instruction et au procureur, sa détention provi-

ens sans qu'il y ait eu de vols. Dans une autre rue — il y en a toujours qui savent et qui veulent profiter d'une situation —, des anarchistes sont intervenus afin de dissuader des pillards.

Remarquons quand même que la majorité des magasins pillés, volés ou détruits, se trouvaient dans des quartiers contrôlés par les forces de l'ordre. Souvenons également des « citoyens indignés » sous le régime des colonels. Ces agents, appartenant à l'extrême droite, chassaient, tuaient les communistes et autres progressistes. Voilà qu'ils réapparaissent aujourd'hui, ces « citoyens indignés », et qui balancent des pavés et des molotovs sur les manifestants. Nous savons qu'aux fascistes se sont joints



## Au Québec

**C**A bouge à Montréal au niveau des librairies et centres de documentation. Nous apprenons que la Librairie alternative rouvre ses portes après plus d'un an d'inactivité (renovation). Un édifice de trois étages, remis à neuf, accueillera tous les libertaires, et ils sont de plus en plus nombreux, de Montréal. Jamais, nous dit-on, dans l'histoire politique du Québec, le courant libertaire n'avait atteint cet ampleur.

Un centre de documentation supplémentaire n'est pas de trop. Le Centre Haro vient de voir le jour. Projet collectif, il offre des possibilités de tirage, d'édition, des sources d'information spécifiques et se veut point de convergence d'intérêts anarchistes.

### Relations internationales

Librairie alternative, 2035, boulevard Saint-Laurent, 1<sup>er</sup> étage, H2X2T3, Montréal, Québec, Canada.  
Centre Haro, B.P. 833, Succ., H2W2P5, La Cité, Montréal, Canada.

## Claude Sigala l'histoire d'une interdiction

**S**IGALA inculpé ! Oh, il tiendra le choc, son dossier est vide ! L'araignée a tissé une toile solide malgré sa fragilité apparente : sa force résulte de l'attente de l'engluement de sa proie. L'inculpation de pédophilie transparait à travers le paysage qui montre d'autres données : des emprisonnements préventifs, une interdiction de séjour. Claude Sigala n'est pas frappé d'une simple interdiction de séjour — apanages des dictatures ou du grand banditisme —, mais d'une interdiction de vie professionnelle et familiale.

L'Italie, l'Allemagne fédérale sont sujettes à ces tics fréquents ; la justice française, dans l'indifférence quasi générale, se lance dans une pratique d'exclusion sociale du même ordre que l'emprisonnement. Ces interdictions jugent et condamnent Claude Sigala à ne pas s'approcher

d'enfants (même les siens). La justice salit avant jugement, fragilise et isole ainsi l'inculpé. L'interdiction professionnelle devance et sous-tend une telle pratique.

En y regardant de plus près nous verrons que le juge Salzman a pris systématiquement le contre-pied d'un quotidien que sa morale réprouvait. Si Claude Sigala est victime d'une morale sociale condamnant en dehors de tout cadre institutionnel, sauvegardant certains droits, n'est-ce pas tout simplement parce que la hiérarchie sociale réprouve le libre arbitre, la libre circulation des corps choisis par les lieux de vie ?

Dans les lieux de vie, les accueillis ne sont pas jugés — donc condamnés — ; eh bien ! Sigala le sera par l'opinion publique. Les accueillis choisissent leur mode d'existence, ont droit comme tout

individu à la libre circulation ; eh bien ! Sigala sera immobilisé.

Il ne s'agit nullement d'une déclaration paranoïaque mais de l'expression mortifère de la paranoïa permanente des institutions gouvernementales. L'inculpation de Claude Sigala se nourrit de la volonté de la D.A.S.S., exprimée par Géorgina Dufoix, de réglementer, de fractionner, de juger le quotidien d'individus désocialisés parce que psychiatisés, débilisés, exclus... Ce parallèle explique notre dégoût d'une justice apeurée par ses propres jugements.

L'interdiction professionnelle entretient la loi du silence : plus de vie sociale, la mise entre parenthèses d'une vie familiale ; de quoi lessiver plus d'un contestataire. Cette pratique d'étouffement social a fait ses preuves. Souvenez-vous et regardez autour de vous. L'inculpation, suivie d'une interdiction professionnelle ne sont pas effacées par le non-lieu obtenu par Gabrielle Russier. Le procès de Claude Sigala clarifiera cette situation, révélera les gouffres de vide d'un dossier, mais ne pourra pas déjuger cette interdiction profession-

nelle. L'Etat peut interdire de travail n'importe qui : la justice et le droit sont étrangers à l'affaire. La morale et le silence qui ont assassiné Gabrielle Russier lui ont survécu.

Ne nous taisons pas avec les chacals, hurlons notre colère, notre dégoût... défendez Claude Sigala, c'est se solidariser avec tous les frappés d'interdiction de travail. Réprouver cette lepenisation de la loi du travail revient à sauvegarder notre propre avenir.

THYDE

## Cempuis, La Ruche, le Coral

**E**N 1880, Paul Robin, professeur de son état, spécialiste des questions d'éducation au sein de la Première Internationale, ami de Bakounine... prenait la direction de l'orphelinat de Cempuis. Il s'appliquait alors à mettre en œuvre des méthodes éducatives libertaires. Au niveau des rapports enfants-adultes, enseignants-enseignés, du rapport au savoir, etc. Il ouvrait son école à la mixité. Les « élèves » bénéficiaient de cours d'éducation sexuelle et partageaient leur temps entre une éducation physique, manuelle et intellectuelle.

En 1894, Paul Robin était révoqué. La campagne de presse de plusieurs années orchestrée par l'Eglise, et qui traitait Cempuis de porcherie et de paradis de la licence, avait fait mouche.

En 1904, Sébastien Faure démarrait La Ruche. Un lieu

éducatif se voulant au service du mouvement ouvrier et s'inspirant largement de ce qu'avait fait Paul Robin.

En 1917, Sébastien Faure était inculpé d'attentat à la pudeur et condamné. Une brochure parue peu après démontait la machination.

En 1982 éclatait l'affaire du Coral, Claude Sigala était inculpé et sera bientôt jugé.

Trois cas parmi d'autres qui reflètent parfaitement la stratégie qu'adopte le pouvoir par rapport aux expériences qui tentent de mettre la liberté de l'enfant en actes.

Le pouvoir en effet qui se sent menacé par tout ce qui vise à mettre la liberté en actes sait que cette liberté relève pour tous ceux qu'il opprime de l'ordre, et du désir, et de la peur. W. Reich a bien expliqué ce mécanisme. Et donc plutôt que de frapper des expériences éducatives liber-

taires comme il frappe toutes les tentatives d'auto-émancipation des opprimés, le pouvoir préfère jouer sur l'équilibre névrotique envie-peur qui caractérise le rapport des masses à la liberté et utiliser les phantasmes qui en découlent.

Telle est l'explication de cette systématique du coup bas par rapport aux expériences d'éducation libertaire. Et ça marche ! Bien mieux que si l'épreuve de force s'engageait au niveau d'une comparaison entre l'« efficacité » des méthodes éducatives libertaires et autoritaires. Et ça marchera jusqu'à ce que nous soyons assez forts pour faire pencher l'équilibre du côté du désir. Ce jour-là, le processus révolutionnaire balayera la peur de la liberté et c'est le pouvoir lui-même qui sera relégué dans les eaux troubles du phantasme.

J.-M. R.



### « Coral : pour le procès » ouvrage collectif

**T**ROIS ans déjà que le feuilleton de l'« affaire » dite du Coral n'en finit plus de finir. Des lieux de vie mettant en œuvre une alternative à la psychiatrie et quelque part à la société. Des hommes et des femmes qui, à grands coups de liberté et à petites touches de tendresse, d'écoute, d'amour... remettent sur les rails de l'espoir les voyageurs sans bagages des enfermements de toutes sortes. Un mythomane au mieux de son délire... Un petit juge en bois brut, sous la robe austère duquel se dresse une fantasmagorie toute de raideur et d'aigreur. Une presse pourrie prête à tout pour caresser le lecteur dans le sens de ses névroses... Tels sont les acteurs de cette farce sinistre où, malgré un dossier d'instruction vide comme un estomac éthiopien, Claude Sigala et d'autres sont calomniés, emprisonnés, interdits de séjour, de travail et de vivre.

Trois ans que cela dure ! Que l'on harcèle un homme en toute injustice et en toute impunité, en refusant de le juger. Du délire ! Il paraîtrait que l'instruction serait enfin close. Que le procès serait pour bientôt. Tant mieux ! Mais gaffe, justice de classes aux ordres oblige, le coup fourré reste possible !

Aussi, il est nécessaire de rafraîchir les mémoires, de polariser les tenants et les aboutissants de cette « affaire ». Et de ce point de vue, cette brochure (1) est une mine d'or. Elle retrace la chronologie des événements. Elle énumère des faits. Elle nous démontre que le système de l'exploitation et de l'oppression de l'homme par l'homme, fut-il repeint aux couleurs du réformisme socialiste, est prêt à tout pour abattre une expérience d'éducation libertaire.

Une bonne raison, donc, de lire cette brochure. De la faire lire... Et d'agir pour ne pas laisser les coudees franches aux chiens de garde de l'intolérable.

JEAN-MARC RAYNAUD

(1) « Coral : pour le procès », de G. Dufour, F. Zitte, Cl. Sigala, Cadex éditeurs, en vente à la librairie du Monde libertaire, 40 F.

## Quelques repères

**J**ANVIER 1982. Après s'être fait expulser du Coral pour comportement ambigu, le pseudo éducateur J.-C. Krieff écume divers lieux de vie (vols de chèquiers, de voitures...). Des plaintes sont déposées contre lui.

10 mai 1982. Krieff se présente au commissariat de La Villette, à Paris, et dénonce le Collectif réseau alternatif comme étant la couverture d'un réseau de pédophilie.

4 juin 1982. Krieff est arrêté dans l'Ariège pour recel, escroquerie... puis relâché et placé sous contrôle judiciaire.

Début octobre 1982. Krieff tente de monnayer auprès des rédactions de journaux un faux procès verbal mettant en cause des personnalités politiques. La presse pourrie lance la pseudo « affaire du Coral ».

7 octobre 1982. Krieff écrit au juge Salzman : « Je précise que j'ai été obligé de faire ces déclarations sous peine d'être incarcéré pour chèques sans provision ».

13 octobre 1982. Perquisition au Coral et garde à vue de

Sigala, Bardy et Chiapello.

18 octobre 1982. Incarcération des trois membres du Coral.

28 octobre 1982. Remise en liberté de Chiapello.

2 novembre 1982. Lettre de rétractation de Krieff au juge d'instruction.

23 février 1983. Après maintes demandes de mise en liberté, Sigala est libéré mais demeure inculpé ainsi que Chiapello, Bardy, Durand, Lapeyre...

30 juin 1983. Le juge Salzman précise le contrôle judiciaire de Sigala. « Ne pas se rendre au Coral, dans les lieux de vie ni dans un établissement éducatif où il y aurait des mineurs de moins de 18 ans... »

24 septembre 1985. Sigala est incarcéré à La Santé pour violation du contrôle judiciaire, alors que de juin 1983 à septembre 1985, il ne s'est pas caché de séjourner au Coral, en revendiquant haut et fort son désir de vivre chez lui. Et ce, dans la presse, à la radio et à la télévision.

Novembre 1985. Libération de Claude Sigala, toujours sous contrôle judiciaire, et qui demande comme nous tous que l'instruction soit enfin close et à être jugé. Car trois ans d'instruction, alors que le dossier est toujours vide, que l'accusateur s'est rétracté... c'est carrément un déni de justice.

J.-M. R.

### Erratum

Dans notre dernier numéro du *Monde libertaire* nous vous avons annoncé un débat avec Claude Sigala. Une erreur nous a fait indiquer une date erronée : il fallait lire le 7 décembre et non le 14.

L'équipe d'animation

## « Aventures de la liberté »

EN septembre 1984 eut lieu une « rencontre internationale anarchiste » organisée par le Centro Libertari de Milan, le Centre international de recherches sur l'anarchisme de Genève et l'Anarchos Institute de Montréal. Plusieurs milliers de personnes y assistèrent.

L'objectif de cette rencontre n'était pas de « coordonner des efforts, de passer des accords, de définir une stratégie ». A quoi bon ? « Tout cela viendra en son temps ! » Pour l'heure, il s'agissait seulement, par le biais de séances plénières, de séminaires, de groupes de réflexion... et avec le concours d'éminents intellectuels para-péri, crypto et même tout simplement anarchistes, de planter des poteaux d'angle aux quatre coins de l'« être théorique profond d'un anarchisme contemporain, divers et antidogmatique ». Rien que ça !

Dans ces conditions, cette rencontre ne pouvait être que « too much ». Et elle le fut ! La valse des concepts flirte hardi tiens-bon avec le rock endiablé des mots encravés de technicité. Et le tourbillon des signifiants mena le bal, de concert avec la farandole des signifiés.

Bref, en un mot comme en cent, Venise n'eut rien du bal musette. Tout au contraire, ce fut une grande « party » pour la « nouvelle classe » des « nouveaux maîtres à penser » d'un anarchisme portant beau côté

cogitation, mais boitant bizarrement bas côté militance et perspectives organisationnelles.

Cela étant, et il fallait le dire parce que par « nature » l'anarchisme supporte mal la dichotomie entre beau-linge cérébral et pue-la-sueur de la révolution en actes, on n'a pas brassé que de l'air à Venise. La présente brochure (1) en est la preuve éclatante. Six textes la composent qui tentent de cerner le « vivre l'anarchie » dans le « monde de la domination ».

Roberto Ambrosoli, tout d'abord, dans « L'Anarchisme de tous les jours », s'interroge sur la « traduction des théories en comportements, de la militance comme modèle et comme fin ». Et, après avoir analysé cette militance comme relevant de la schizophrénie (mais c'est bien sûr !), il émet le désir de voir la « proposition sociopolitique » de l'anarchisme se transformer en « proposition existentielle » et embraser les espaces infinis du quotidien, de la culture... du vivre. Ah ! mais.

Roger Dadoun, dans « Vivre l'anarchie », réfléchit à haute voix sur un « vivre l'anarchie » qui serait tout à la fois « construction d'îlots d'anarchie et de subversion, et mise à nu des mécanismes de la domination » ! Et il nous expose sa théorie des grains de sable : « grains de sel pour moquer la nécessité, grains de sable rendant bruyant les engrenages

sociaux, grains de folie contre les raideurs de la raison ».

Murray Bookchin, dans le « Changement radical de la nature », repose une fois encore mais toujours avec autant de passion et d'arguments le problème de notre rapport à la nature. Robert Pagès, dans « La liberté, la guerre et la servitude », se pose la question du rapport entre la liberté et les conflits. Dans le genre « à la manière de Laborit » et « Clastres ? connais pas ! », c'est assez réussi !

Ariane Gransac dans « Libération des femmes : de l'ordinaire à l'importance » tire à boulets rouges sur l'ambulance du féminisme. L'argumentation est solide, mais il est permis de s'interroger pour savoir si cette volée de bois vert est bien de circonstance aujourd'hui. Mario Borillo, enfin, dans « Vers un 1984 informatique », tente d'élever le débat sur le problème de notre rapport à l'informatique et y réussit parfois.

J'oubliais l'introduction de Marianne Enckell. Le meilleur texte assurément de cette brochure. Une introduction fraîche comme un torrent, envoûtante comme un soleil levant et belle comme le printemps. Un véritable délice qui réussit à cimenter les six textes de cette brochure et à en mettre la cohérence en lumière.

On l'aura donc compris, cette brochure est à lire. A défaut de définir un « anarchisme contemporain, divers et antidogmatique », elle a au moins le mérite de poser certaines questions. Et les questions, nous, les besogneux de l'anarchisme militant et organisationnel, on s'en pose également. Parfois les mêmes ! Comme dans le cas présent avec le « vivre l'anarchie » ! Mais on s'en pose d'autres, notamment sur l'« agir » ! Et ça change tout ! Etonnant, non ?

J.-M. RAYNAUD

« Aventures de la liberté », ouvrage collectif, éditions Atelier de création libertaire, en vente à la librairie du Monde libertaire, 35 F.

Sous l'égide de l'A.P.P.H.R.  
ELAINE KIBARO en concert  
le samedi 14 décembre, à 22 h 15, au Cithéa  
112, rue Oberkampf, Paris 11<sup>e</sup>  
Métro Parmentier ou Ménilmontant  
Participation aux frais : 50 F, 40 F avec la carte R.-L.  
Renseignements et réservations au 43.57.99.26

### « Quartiers de couleurs » de Serge Utgé-Royo

C'EST bête à dire, je connais chaque mot de cette chanson mais quand Serge Utgé-Royo interprète « Espagne 36 » (avec sa guitare libertaire, dirait Augustin Gomez-Arcos), je devine que tout est encore possible. Tout, c'est une façon de parler. Car, en fait, il s'agit de beaucoup plus que cela.

J'étais à Paris en cette fin novembre, dans une petite salle du 20<sup>e</sup> arrondissement, où Serge Utgé-Royo présentait son nouveau tour de chant. Des chansons de son nouvel album, quelques anciennes également. Un nouveau disque avec un titre fort, riche, en cette période où s'élève de plus en plus une sinistre peste brune : « Quartiers de couleurs ». Un titre fort, comme un défi, que Serge relève : « et si j'osais chanter la beauté des choses ? »

Convaincu que « tout se tient, tout se ressemble : la faim, l'ennui et la mort », il chante les « hommes, sans cacher la tempête ». De là, peut-être, vient le plaisir à l'écoute de ce disque. Serge chante aussi la crasse des « monstres métalliques » parce que, par delà, il nous reste à découvrir d'étranges soleils, des rires et des sourires.

Il y a quelques acquis à défendre, et combien de futurs acquis à acquérir ? La passivité est le mal d'une époque inclassable et pourtant sans cesse mise en fiches. Il a toujours été trop tard pour se taire. D'autres printemps sont encore à chanter.

« Vous voulez relever de vos mains tant de ruines / qu'il m'a fallu chanter, avec vous, le printemps. » Un troisième album où une certaine évolution se fait sentir. Et comme les deux précédents, un beau disque, vraiment, ce troisième album (1).

THIERRY MARICOURT

(1) En vente à la librairie du Monde libertaire.

## Programme de Radio-Libertaire

Jeudi 12 décembre

« Blues en liberté » (10 h à 12 h) : Lightnin Hopkins, bluesman du Texas.  
« C'était le temps » (12 h à 14 h) : de la théorie à la pratique : théories économiques et réalisations dans l'Espagne libertaire.  
« Enlivrez-vous » (15 h 30 à 17 h) : avec Leila Sebbar pour « Les carnets de Sherazade ».  
« Pays de l'Est » (18 h 30 à 20 h 30) : interview d'un représentant de Solidarnosc, interview d'un camarade yougoslave sur l'édition anarchiste en Yougoslavie.  
« Jazz en liberté » (22 h 30 à 4 h) : le jazz et les folklores français, avec Guérard et Serge (de « Folk à lier »).

Vendredi 13 décembre

« Et les croissants... bordel ! » (8 h à 10 h) : les infos du jour et de la semaine...  
« Jouis sciences » (12 h à 14 h) : le mythe de Babel.  
« Palais de police » (15 h 30 à 17 h) : la presse judiciaire, information ou délation.  
« Sens interdit » (17 h à 18 h) : la psychiatrie et les lieux de vie.  
« L'Invité quotidien » (18 h 30 à 20 h 30) : l'Union rationaliste vous parle...

Samedi 14 décembre

« Le Père peinarde » (11 h à 12 h) : du tintouin à la C.F.D.T. avec Paul Chenard et Robert Guérin.  
« Chroniques syndicales » (12 h à 14 h) : l'actualité interconfédérale et le congrès du syndicat météo-C.F.D.T.  
« De bouche à orteils » (15 h 30 à 17 h 30) : Angélique Ionatos, « Les cents printemps des poètes » avec Gérard Pieron et Robert Grossin.

Dimanche 15 décembre

« Folk à lier » (10 h à 14 h) : John Whright et Catherine Penier, co-fondateurs du premier folk-club en France, « Le Bandon ».

Lundi 16 décembre

« Radio-Libertaria » (20 h 30 à 22 h) : émission sur le Nicaragua avec des compagnons de la C.N.T.F. (en différé du débat du samedi 14 décembre aux Vignolles).

Mercredi 18 décembre

« Géopolitique » (15 h 30 à 17 h) : la communication...

## Copinage édition

Les Editions de Quat'sous viennent de publier une série de cinq cartes postales. Les thèmes ? La C.N.T., l'antimilitarisme, Stirner... Deux dessins sont extraits du livre de Jean-Louis Phan-Van Laminoir.

Cette série de cartes postales est vendue par correspondance, 15 F, franco de port, en écrivant aux Editions de Quat'sous, B.P. 403, 80004 Amiens cedex.

## « L'École des femmes »

de André Gide

REVENU du Congo et du Tchad, mais pas encore parti pour l'U.R.S.S., André Gide écrit *L'École des femmes*. Titre emprunté à Molière, certes, mais il ne s'agit pas d'une pièce de théâtre, même si on peut la voir actuellement sur une scène parisienne...

*L'École des femmes* est en effet un journal, le journal d'Evelyne, laquelle est mariée à Robert ; ils ont une fille, Geneviève. Voilà donc les trois personnages de cette pièce qui est constituée de trois œuvres de Gide : le journal d'Evelyne, la réponse de

Robert et celle de Geneviève. Evelyne confie dans son journal l'échec de sa vie conjugale : d'abord fascinée par cet homme qui est devenu son mari, elle lui reproche maintenant ce qu'elle n'a découvert que peu à peu, à savoir son autorité phalocroïque. Elle se sait victime de son éducation et en rêve d'une toute autre pour sa fille, ce que Robert ne comprend pas... Nous sommes loins de Molière...

Oui, c'est du théâtre. Il faut voir la mise en scène qui en est faite, dans un décor d'ailleurs fort judicieux, pour se convaincre — si ce n'est pas

encore fait ! — qu'il y a de la théâtralité dans bien des textes dont la vocation n'est pas d'être mis en scène. Oui, il a des moments brillants dans cette représentation qui « joue » effectivement du conflit qu'elle dit et le plaisir ludique qu'elle emporte largement sur quelques vieillissements du texte. Ceci nous donne un spectacle fort intéressant en une saison où la diversité des pièces qui sont données est remarquable, mais où l'audace est plus rare.

G.L.

Jusqu'au 29 décembre, à 20 h 30, au Palais des glaces, 37 rue du Faubourg du Temple (tél. : 46.07.49.93).

## C.G.T.-Montreuil : terminus ?

Le congrès de la C.G.T. qui s'est terminé à Montreuil a fait beaucoup moins de bruit dans la presse à la fin de ses travaux que la semaine les précédant où dans les milieux journalistiques modernistes, on rivalisait de bons mots sur l'« ouverture du congrès de la fermeture ».

Il est vrai que le 42<sup>e</sup> congrès de la C.G.T. n'a pas été fertile en rebondissements inattendus... L'alignement sur le programme du P.C., le tir fourni sur le gouvernement socialiste, c'était prévu, tout comme la réélection au comité fédéral des socialistes Gourmé et Delechat.

Pour nous la « divine surprise » n'a pas eu lieu et l'esprit de parti l'a emporté sur le syndicalisme. Il aurait fallu s'interroger vraiment sur les causes des difficultés de la C.G.T. Mais les instances dirigeantes de la centrale n'ont pas voulu que la moindre note discordante trouble le flot unitaire des interventions au cours du congrès. Ainsi le délégué du Syndicat des correcteurs n'a pas pu lire à la tribune l'intervention où l'on pouvait lire : « Il est impensable, inacceptable et suicidaire que la C.G.T. prenne aujourd'hui le risque de provoquer une nouvelle hémorragie de ses adhérents, parce que certains, en d'autres lieux, et pour des raisons parfaitement étrangères au syndicalisme, ont décidé à leur manière l'austérité gouvernementale, alors qu'ils la dénonçaient au mieux en paroles lorsqu'ils étaient au gouvernement ».



Krasucki aura eu beau faire des déclarations pour le « respect des différences au sein de la C.G.T. », tout le monde n'a pas eu droit à la parole et il a fallu que ce soit une militante socialiste, Jeanine Parent, qui déclare dans une presque totale indifférence : « Il est bien évident que le congrès fait un nouveau virage, vers une nouvelle ligne plus politique que syndicale ».

Ce congrès n'aura été intéressant que pour le militant (anarcho-syndicaliste ou non) qui cherche à travers les discours, les résolutions, à voir ce que sera le nouvel équilibre interne de la C.G.T.

Car si dans la direction fédérale, il importe sûrement peu à plus d'un permanent que la C.G.T. revienne « à son squelette communiste », nombreux sont les militants qui n'entendent pas répéter l'expérience de la C.G.T.U. avant la réunification de 1936.

Histoire de freiner la baisse des effectifs, Krasucki a aussi développé le thème du « vivre ensemble »... En a-t-il été toujours ainsi ?

### Un peu d'histoire...

La C.G.T. n'est pas née d'hier et les documents confédéraux actuels ont beau dénoncer « tout ce qu'avaient de gesticulatoire les anarcho-syndicalistes », la direction confédérale ne peut faire disparaître ses origines. Il est agréable pour nous en 1985 de relire dans *Esquisse d'une histoire de la C.G.T.* de J. Bruhat et M. Piolot (1967) : « D'un

autre côté dans cet après-guerre, l'anarcho-syndicalisme reste vivace. En fait il aboutit à une sorte d'incompréhension des masses qu'il ne veut pas considérer telles qu'elles sont, mais telles qu'il les voit à travers les réactions d'une minorité qui peut d'ailleurs ne pas être toujours en avant-garde. Un tel courant exalte la spontanéité ouvrière et tend à remplacer l'étude détaillée et réaliste d'une situation de fait et l'organisation minutieuse des luttes par une agitation peu efficace et l'abus du verbalisme. Il continue à défendre une conception étroite de l'indépendance de l'organisation syndicale qui ne tient aucun compte des changements politiques et de l'élévation de la conscience des masses. Il nie enfin le rôle national de la classe ouvrière.

C'est en utilisant toutes ces survivances que la bourgeoisie va tenter et parfois réussir les scissions, tant il est vrai que l'esprit de collaboration de classes et les survivances de l'anarcho-syndicalisme peuvent gêner le rassemblement de masse des travailleurs dans les syndicats et nuire à la prise de conscience révolutionnaire du prolétariat. » (1)

Si de la réunification C.G.T.-C.G.T.U. de 1936 à l'hégémonie C.G.T. de la Libération, la centrale historique du mouvement ouvrier français a rassemblé la majorité des syndiqués, ses effectifs ne cessent de baisser. L'héritage des Bourses du travail et du syndicalisme d'action directe a été mis de côté au profit d'un soutien cyclique à toute tentative de la gauche parlementaire à s'emparer de l'appareil d'Etat. Lentement mais sûrement, les travailleurs se détournent d'une organisation syndicale qui bien sûr subit les coups de la modernisation, mais qui apparaît aux yeux de l'opinion publique comme ce qu'elle est objectivement : une organisation qui reconnaît le rôle dirigeant du Parti communiste français.

Ce ne sont pas les « survivances de l'anarcho-syndicalisme » qui gênent le « rassemblement de masse des travailleurs », mais bel et bien la théorie léniniste qui confère au syndicat un rôle subalterne, appliquant des décisions qui sont prises autre part.

### Lafayette et Montreuil

Avant la scission de F.O., la C.G.T. avait atteint cinq millions d'adhérents. Au moment de la guerre froide (autour de 1952), elle serait tombée à moins d'un million pour revenir à deux millions après mai 68. Au 38<sup>e</sup> congrès de la C.G.T. (1972), la réalité financière de la confédération était de 1 300 000 syndiqués (à dix timbres par an), on estimait la réalité « politique » à 2 300 000

syndiqués (4 timbres). Aujourd'hui 700 000 est un chiffre que personne ne songe plus à vouloir interpréter à haute voix dans les couloirs de Montreuil...

L'Union de la gauche et ses divers avatars n'aura été pour la C.G.T. qu'une raison de plus à la perte de ses effectifs. Quand la direction confédérale disait que la constitution d'un « pouvoir nouveau basé sur la démocratie politique et économique est un problème fondamental inséparable d'une perspective socialiste pour notre pays » (38<sup>e</sup> congrès), pensait-elle qu'elle allait y laisser tant de plumes ?

Du « squelette communiste » au volatile qui renaît de

ses cendres, il y a une capacité à se battre sur le terrain qui contredit souvent à la C.G.T. le calcul systématique sur le P.C. Mais ce 42<sup>e</sup> congrès aura montré que, malgré un soucis de la direction confédérale, rien n'a changé. L'histoire poursuit son cours et Montreuil n'aura pas été un « terminus », mais une messe d'autosatisfaction où l'appareil de la C.G.T. a suivi sans soucier des directives venues d'ailleurs.

JEAN-PIERRE GERMAIN

(1) « Esquisse d'une histoire de la C.G.T. » (1895-1965), chapitre II, « De 1917 à 1934 », p. 81. Quand on pense que un an après, c'était mai 68 ! La baffa...



Des décisions qui sont prises ailleurs.

LORSQUE le rôle révolutionnaire du syndicalisme, sa valeur revendicative, son indépendance, son autonomie fonctionnelle, sa capacité d'action furent contestés par un parti et ses adeptes qui voulaient que le syndicalisme rompit sa neutralité en faveur de ce parti jusqu'à en devenir l'appendice, contrairement d'ailleurs à ce qu'affirmait Karl Marx lui-même à Genève en 1866, le deuxième scission, déjà en germe lors de la première, se produisit.

A ce moment, la C.G.T.U., pas plus que la C.G.T., ne pouvait plus grouper dans son sein, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du patronat et du salariat, même si ce principe directeur restait à la base de l'action de la nouvelle C.G.T.

Et ce fut la seconde scission, parce que, une fois encore, les principes fondamentaux du syndicalisme cessaient d'être respectés et qu'il ne pouvaient être modifiés par une majorité inspirée extérieurement par le Parti communiste. Il en eût été de même, s'il se fut agi d'un autre parti ou d'un groupement philosophique. (...)

PIERRE BESNARD

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.